



Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT

Numéro 3, Mai 2020



**Le terrorisme
dans la juridiction
internationale**



Altahalouf

Numéro 3, Mai 2020

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT



Département Général de la
Planification et de la Coordination

Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Le Colonel Hassan Al-Amri

Directeur du Département de la Planification et de la Coordination

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124

Communiquer avec le Magazine par courrier électronique

magazine@imctc.org

Pour la version électronique



Expérience du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme



Stratégie de l'OTAN pour la lutte contre le terrorisme



Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le
Centre de la CIMCT

الائتلاف الإسلامي العسكري لمقاومة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la
Planification et de la Coordination

Numéro 3, Mai 2020

Conditions de publication:

- Les opinions publiées dans le magazine expriment l'opinion de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du magazine.
- Le matériel envoyé doit être au cœur du thème du magazine (combattre le terrorisme) et lié à l'une de ses quatre sections: Intellectuelle, médias, financement du terrorisme et militaire.
- Le matériel doit être authentique, objectif et novateur; d'un curriculum, d'une langue et d'un style appropriés.
- Dans le matériel de recherche, il est impératif d'engager de la documentation, en at-

tribuant les citations à leurs propriétaires, les emprunts à leurs sources; et en fournissant les références des données.

- Le matériel doit être rédigé dans l'une des trois langues: Arabe, anglais ou français.
- Le matériel ne doit pas avoir été publié par quelque moyen que ce soit, sous forme imprimée ou électronique, même en changeant le titre ou en procédant au moindre changement.
- Le matériel ne doit pas provenir d'une recherche ou d'un livre, que ce soit de l'écrivain lui-même ou d'autres.
- Le matériel qui ne sera pas publié n'est pas



14

Approche antiterroriste du Sénégal



18

Catalyseurs de la Coopération Internationale dans la lutte contre le terrorisme



20

Cyberterrorisme: Risque de menace et moyens de contrôle



26

Initiative sur les causes du terrorisme: Une étude de cas sur Al-Qaïda, Daech et Boko Haram



32

L'islamophobie en Europe

Exploiter les crises pour répandre la haine

nécessairement mauvais. Le rejet peut être dû à des considérations techniques ou autres, comme d'avoir déjà publié un article similaire l'auteur en sera informé.

- Le comité éditorial a le droit de disposer du matériel soumis, de l'abrégé, le modifier, le corriger et l'évaluer, sans préjudice à l'essence du sujet ni à ses idées principales.
- L'auteur a le droit de republier son contenu de la manière qui lui convient, à condition qu'il déclare explicitement que ce contenu a déjà été publié dans le Magazine de la Coalition.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de republier le contenu de quelque manière que ce

soit, par voie électronique ou dans des publications indépendantes.

- Le Magazine de la Coalition a le droit de traduire le contenu dans n'importe quelle langue et de le republier dans ces langues.
- Le matériel envoyé est informatisé avec le programme Word, (Arabe Traditionnel), mesure 18 pour l'arabe, avec notes de bas de page et sources, le cas échéant, à la fin de l'article, avec les caractères romains (New Roman), mesure 14, pour l'anglais ou le français.
- Il est préférable de transcrire les versets coraniques tirés du texte du Coran en calligraphie ottomane, en les mettant entre crochets

et en mentionnant le nom de la sourate et le numéro du verset.

- Il est souhaitable de joindre des images illustratives liées à l'article. Les images doivent être tirées de sites de photos spécialisés et non de journaux et de magazines.
- Le Curriculum Vitae de l'auteur doit être joint à l'article, quand il participe pour la première fois, y compris notamment: Prénom, nationalité, pays de résidence, spécialisation, emploi actuel, productions scientifiques et culturelles, adresse électronique, numéro de compte bancaire et photo récente de première entrée.

EXPÉRIENCE DU PAKISTAN DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

■ Ganzanfar Ali Khan

L'expérience du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme étant variée et riche, le gouvernement pakistanais a préparé un projet de mesures antiterroristes en coopération avec l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime. Le projet comprend la promotion des connaissances des juges, des procureurs et des responsables de l'application des lois et le renforcement de leurs compétences, tout en renforçant la coordination entre les autorités régionales et fédérales, ainsi qu'avec l'Autorité Nationale de Lutte Contre le Terrorisme, le Département de la Police Antiterroriste et la Police du Territoire de la capitale du Pakistan, Islamabad.

■ Journaliste et écrivain pakistanais.

► Objectifs du projet

Trois objectifs ont été fixés pour les enquêtes et l'utilisation de preuves médico-légales par le Département de police pour la lutte contre le terrorisme, en vue de renforcer la capacité du ministère public et de l'autorité judiciaire à poursuivre et juger efficacement les affaires de terrorisme, améliorer la coordination entre les régions et les provinces et accroître la capacité globale d'analyse stratégique. Toutes ces mesures et procédures augmentent le niveau d'intégrité judiciaire et de respect des Droits de l'homme, par le biais de procédures judiciaires, dans les affaires de terrorisme.

Pour le Pakistan, la principale raison d'être exposé au terrorisme est la frontière poreuse avec l'Iran et l'Afghanistan, permettant l'entrée au Pakistan d'acteurs influents non étatiques. D'où le souci d'améliorer l'ordre public en procédant à la fusion des zones tribales sous administration fédérale avec la province, conformément à l'amendement constitutionnel n° 25. Des centres de réadaptation ont été créés sous l'administration de l'armée pour promouvoir les procédures pacifiques, et un grand nombre d'ex-combattants y ont été enrôlés dans le cadre du Projet Sabawoon, supervisé par l'armée; permettant de leur dispenser des cours de religion islamique, d'éducation de base et de formation professionnelle, ainsi qu'une thérapie psychologique contre l'extrémisme, pour en faire des membres productifs de la société, capables de s'intégrer avec leurs compatriotes. Cette initiative du gouvernement pakistanais a eu droit à beaucoup d'éloges et d'hommages.

► Plan national

En Janvier 2015, le gouvernement pakistanais a formulé son plan d'ac-



tion national dans le cadre d'une stratégie globale pour éliminer le terrorisme. La stratégie comprenait le 21e cadre d'amendement de la Constitution du Pakistan, qui a établi des tribunaux militaires à procédures simplifiées pour juger les crimes liés au terrorisme, a rétabli la peine de mort, et exigé la vérification obligatoire des empreintes digitales pour tous les détenteurs de téléphones mobiles.

Le plan d'action national permet aux ministères des affaires étrangères et des finances et à d'autres de communiquer avec les pays islamiques amis pour réprimer les pourvoyeurs des réseaux sectaires et terroristes opérant contre le Pakistan. C'est là que réside la force du Pakistan qui a accepté le défi et en a fait une opportunité de croissance, en bénéficiant de la jeunesse dont le taux s'élève

à près de 60% de la population totale. La jeunesse pakistanaise est actuellement confrontée à de graves problèmes, notamment la pauvreté et un fort analphabétisme, tandis que 15% des jeunes sont au chômage, ce qui les rend vulnérables au terrorisme, à la consommation de drogues et à d'autres vices et maux.

En coopération avec le gouvernement, depuis plus de 35 ans, l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime a élaboré son deuxième programme national pour garantir que son soutien soit axé sur les priorités stratégiques, réponde aux besoins nationaux du Pakistan, et puisse relever les défis de la gouvernance, de la sécurité et de la santé publique au Pakistan avec détermination et constance. À cette fin, le Bureau s'intéresse à trois domaines principaux: Le trafic illicite et la gestion des

frontières, la justice pénale et les réformes juridiques, la réduction de la demande de drogues, la prévention et le traitement, ainsi que deux sujets tout aussi importants: L'apprentissage en ligne et la recherche et l'analyse. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime déclare sur son site Web, dans la presse écrite et les réseaux sociaux et sur l'Internet, que ces efforts porteront leurs fruits. Le tournant de l'histoire du terrorisme au Pakistan est, peut-être, l'attaque contre une école dirigée par l'armée à Peshawar le 16 Décembre 2014, qui a tué 150 enfants, et qui a été revendiquée par les talibans afghans. L'attaque a conduit l'ancien Premier Ministre, Nawaz Sharif, à élaborer une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme, qui est le plan d'action national composé de 20 points. Cependant, six mois plus tard, au milieu des attaques terroristes continues, la mise en œuvre immédiate et temporaire du plan a été annoncée. Le ressentiment d'un fossé profond séparant l'État et la société en raison des éléments anti-étatiques prévalait alors. De même, la proposition était que chaque région du Pakistan ait son unité spéciale pour lutter contre le terrorisme.

► Partenariat international

L'une des caractéristiques les plus importantes de l'expérience pakistanaise dans la lutte contre le terrorisme est son partenariat étroit avec la coalition dirigée par les États-Unis. Le Pakistan a bénéficié d'une assistance économique et militaire et a réussi à réintégrer le (Commonwealth), d'où il a été suspendu après le coup d'État militaire d'Octobre 1999. Mais le pays a également payé un lourd tribut pour sa participation à la guerre mondiale contre le terrorisme, et selon le livre "Croissance et inégalité: Agenda des programmes

de réforme", du célèbre économiste Dr. Hafiz Pasha, le Pakistan a subi d'énormes pertes de 252 milliards de dollars en raison de la guerre américaine contre le terrorisme. Ce montant est huit fois plus élevé que l'aide financière des États-Unis au Pakistan!

Si nous regardons la chronologie, nous remarquons que le Pakistan a beaucoup souffert des menaces terroristes en 2017, qui ont eu recours à diverses méthodes pour attaquer leurs cibles. Le 16 Février 2017, un kamikaze a tué plus de 88 personnes et blessé plus de 300 personnes dans le sanctuaire de Lal Shahbaz Qalandar dans la province du Sindh. En fait, le Pakistan a été soumis à une série d'attaques terroristes depuis 1979 suite à l'occupation de l'Afghanistan par l'Union Soviétique. Selon l'Indice du Portail de l'Asie du Sud pour le Terrorisme, les attaques terroristes au Pakistan ont diminué de 89% en 2017, après avoir culminé en 2009. Les principaux groupes terroristes opérant au Pakistan sont les talibans pakistanaise, le groupe libéral et le groupe sectaire Lashkar-e-Jhangvi. Daech de la province de Khorasan a revendiqué nombre d'attaques, en plus de groupes tels que le réseau Haqqani, Lashkar Thèbes et l'armée de Mohamed, qui ont utilisé diverses tactiques pour attaquer les institutions gouvernementales, les établissements universitaires, les marchés, les lieux de culte et les individus, et perpétré des attentats-suicides, à l'aide de munitions, de grenades propulsées par fusée et d'engins explosifs.

► Loi antiterroriste

Le gouvernement pakistanaise a continué de mettre en œuvre la loi antiterroriste de 1997, ses amendements en 2014, la loi de l'Autorité Na-

tionale d'Antiterrorisme et le Procès équitable du droit d'enquête 2014, qui accordent tous plus de pouvoirs aux agences gouvernementales pakistanaise pour lutter contre le terrorisme. Il est signalé que la loi autorise la détention préventive, la peine de mort pour les terroristes et crée des tribunaux spéciaux pour le terrorisme. Pendant deux autres années, le gouvernement a renouvelé l'amendement constitutionnel autorisant les tribunaux militaires à juger les civils pour terrorisme.

Ces efforts juridiques ont recueilli le soutien des forces de sécurité militaires, paramilitaires et civiles. Le Bureau de Renseignement Pakistanaise est compétent au niveau national et est habilité à coordonner avec les agences régionales de lutte contre le terrorisme. Le Ministère de l'Intérieur du Pakistan compte plus de dix entités chargées de l'application des lois relevant de sa juridiction, alors que l'Autorité Nationale de Lutte Contre le Terrorisme est le centre de coordination des travaux. Des informations criminelles critiques sont recueillies, aux points de passage terrestres, avec le Système International de Sécurité pour la Gestion des Frontières, et le Plan d'Action National Contre le Terrorisme prévoit des efforts pour prévenir le financement du terrorisme en renforçant la coordination inter-institutions.

Le gouvernement du Pakistan a, non seulement fait un travail remarquable pour traquer les militants d'Al-Qaïda et leurs partisans, mais il a traité fermement les groupes terroristes sectaires impliqués dans le terrorisme au Pakistan. Les dirigeants du groupe Lashkar-e-Jhangvi ont été tués en 2002 et nombre de personnes associées à cette organisation ont été tuées lors d'affrontements avec la police, alors que beaucoup d'entre



eux sont détenus dans les prisons à travers le pays.

Récemment, certains rapports et indicateurs ont montré que la situation en matière de sécurité s'était améliorée dans tout le pays. Selon un rapport publié par l'Institut Pakistanais d'Études sur la Paix, les activités terroristes au Pakistan ont diminué de plus de 85%. Cela peut être attribué à la détermination et à la persistance du gouvernement pakistanais dans la lutte contre la menace du terrorisme. Le Pakistan a revu sa politique étrangère avec l'Afghanistan. Il a subi des revers diplomatiques lorsqu'il a soutenu la lutte pour la liberté au Cachemire, et a dû faire face à des défis de la part de la population civile de cette province. Son économie demeure faible et fragile. On peut donc dire que le Pakistan a été perdant dans la coalition terroriste mondiale qui a vu le jour après les événements du 11 Septembre 2001.

➤ Risque d'influence indienne

Au niveau régional, l'influence continue de l'Inde en Afghanistan est une menace inquiétante pour la politique étrangère du Pakistan. L'évolution des relations entre l'Inde et l'Afghanistan, et l'influence indienne en Afghanistan, avec l'ouverture de quatre consulats indiens en Afghanistan, sont autant de facteurs dangereux

pour la sécurité du Pakistan. Ces facteurs sont à l'origine de conflits qui se sont déclenchés à l'intérieur du Pakistan à partir de ses frontières occidentales. Les affrontements entre l'Inde et l'Afghanistan sont survenus au lendemain du 11 Septembre, devenant un point de conflit majeur entre le Pakistan et l'Inde. Il convient de noter ici que l'esprit de coopération au niveau régional, en particulier entre le Pakistan, l'Inde et l'Afghanistan, n'existe presque plus, comme l'atteste le refus de l'Afghanistan d'extrader, au début du mois d'Avril, le Pakistanais Aslam Farooqi, Chef du groupe terroriste de Daech dans la province de Khorasan, pour des enquêtes plus approfondies.

Il est important de noter que le Pakistan n'a cessé de renforcer sa lutte contre le terrorisme malgré les obstacles. Il a élaboré un plan national d'action pour démanteler les réseaux terroristes et poursuivre les terroristes, et a mené des opérations militaires à cette fin. Dans ce contexte, le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, a salué le Pakistan et ses efforts de lutte contre le terrorisme, déclarant: «Le Pakistan est passé du pays du terrorisme au pays du tourisme». Le Secrétaire Général a appelé à reconnaître et rendre hommage aux efforts internationaux du Pakistan. Il s'agit d'un moment de fierté pour

le Pakistan, mais le pays doit encore resserrer son emprise sécuritaire pour éliminer une fois pour toutes la menace terroriste. Il ressort clairement de l'examen mensuel de la conjoncture sécuritaire fait par l'Institut Pakistanais des Études sur la Paix, qu'environ 21 attaques terroristes ont eu lieu au Pakistan au cours du premier mois de 2020, et que ces attaques se sont principalement limitées à la province du Baloutchistan, et ont été menées pour la plupart par des groupes extrémistes, tels que le Groupe Pakistanais Tehrik-i-Taliban, le Parti Libéral, le Groupe Libéral, les Talibans locaux et Daech.

Le terrorisme au Pakistan reste une menace majeure pour la population et l'économie du pays, mais le pays est mieux préparé aujourd'hui à faire face à tout incident terroriste. Après plus de deux décennies de lutte constante contre le terrorisme, le véritable succès du Pakistan doit être mesuré par sa capacité à déjouer une attaque terroriste imminente. Les forces armées pakistanaises, en particulier le Groupe des Services Spéciaux (Commandos), ont une capacité exceptionnelle dans les opérations de lutte contre le terrorisme et jouissent d'avantages uniques pour éliminer les menaces dans de telles crises de manière rapide et décisive. ■

Stratégie de l'OTAN

pour la lutte contre le terrorisme

■ Équipe éditoriale



Étant le plus grand rassemblement militaire de l'histoire de l'humanité, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), n'a donc pas eu d'autre choix que de faire face à la menace terroriste à laquelle sont confrontés les États Membres et le reste du monde. Cependant, l'alliance est militaire dans sa composition et sa fonction, et le côté militaire dans la lutte contre le terrorisme relève de ce qu'on appelle la Guerre Asymétrique (**Asymmetric Warfare**). Les potentialités militaires, les stratégies et les moyens d'action diffèrent considérablement de facto entre les armées nationales régulières, les mouvements rebelles et les groupes terroristes armés. L'OTAN n'a pas été créée à cette fin et sa stratégie et sa fonction n'incluent pas la lutte contre les groupes armés ou les mouvements rebelles, mais il lui était nécessaire de s'adapter aux exigences de la guerre contre le terrorisme, qui a posé des défis et causé des divergences entre ses membres. Qu'a fait donc l'OTAN pour lutter contre le terrorisme?



► Transformation Stratégique

L'année 2001 a vu une transformation fondamentale des relations de l'OTAN avec le phénomène terroriste. Avant cette date, le terrorisme était aux yeux de l'Alliance un phénomène secondaire ayant un impact limité, et une fois classé priorité de haute sécurité, l'organisation l'a considéré comme une menace directe pour les citoyens des pays de l'Alliance et pour la stabilité et la prospérité internationales. En 2010, elle a présenté sa vision stratégique de la guerre contre le terrorisme. Deux ans plus tard, elle a présenté les principes directeurs des politiques antiterroristes. En 2016, l'Alliance a créé une Division conjointe du renseignement sur le terrorisme et ses menaces potentielles pour les États Membres.

Tout au long de cette période, l'OTAN a pris davantage conscience du traitement préventif du terrorisme et, en 2016, elle a adopté le concept de «ciblage de la stabilité» via le soutien militaire aux pays voisins et pour permettre aux pays partenaires de lutter

seuls contre le terrorisme. Selon le Secrétaire Général de l'OTAN, Jens Stoltenberg: "À long terme, il vaut mieux combattre le terrorisme et parvenir à la stabilité en formant des troupes et en créant des institutions de sécurité locales, plutôt que de déployer un grand nombre de forces de l'OTAN dans les opérations de combat". Pour mettre en œuvre cette politique, l'OTAN a commencé à envoyer des équipes de formation en Irak, en Jordanie, en Égypte, en Mauritanie, au Maroc et en Tunisie, depuis 2017.

► Thèmes de la Stratégie

La stratégie de l'OTAN pour lutter contre le terrorisme repose sur trois axes principaux: La sensibilisation à la menace terroriste, la création et le développement des capacités pour lutter contre le terrorisme et le renforcement de la coopération et de l'engagement avec les États et les acteurs internationaux.

I- Sensibilisation à la menace terroriste

L'OTAN soutient la sensibilisation mutuelle à la menace terroriste en

recourant aux consultations et en promouvant le partage de renseignements, l'analyse stratégique et l'évaluation continue. Les rapports de renseignement de l'OTAN sont basés sur les contributions des services de renseignement internes, externes, civils et militaires des États Membres. La manière dont l'alliance traite les informations sensibles a progressivement évolué, sur la base des sommets successifs et de la réforme en cours des structures de renseignement depuis 2010. Depuis la création de la Division Conjointe du Renseignement sur le Terrorisme à l'OTAN, des rapports analytiques stratégiques concernant le terrorisme et ses liens avec d'autres menaces transfrontières ont été publiés. Outre les consultations quotidiennes de l'OTAN, des experts de diverses disciplines sont invités à informer les membres sur les domaines spécifiques de la lutte contre le terrorisme. De même, les discussions avec les organisations internationales, telles que les Nations Unies (ONU), l'Union



Européenne (UE) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et le Forum Mondial Contre le Terrorisme (GCTF), renforcent les connaissances des membres de l'OTAN sur les efforts de lutte contre le terrorisme dans le monde et permettent d'affiner sa contribution à cet effort mondial. L'OTAN a créé le Centre d'excellence pour la Défense Contre le Terrorisme (COE-DAT) en 2003, afin de promouvoir les expériences de formation et d'éducation aux niveaux stratégique et opérationnel dans la lutte contre le terrorisme, et pour aider à vérifier l'exactitude des concepts de l'Alliance liés au terrorisme, et développer et unifier sa doctrine dans ce domaine. Le Centre coopère avec plus de 120 organisations internationales et institutionnelles à travers le monde. Il a présenté plus de 180 activités comprenant des cours, des séances de travail, des séminaires et des conférences auxquels près de 11.000 participants de 105 pays ont participé, encadrés par 2150 conférenciers, spécialistes, experts et praticiens de plus de 60

pays. Le Centre publie une revue à comité intitulée "Revue de défense contre le terrorisme DATR", qui publie des articles scientifiques rédigés par d'éminents chercheurs dans ce domaine.

II- Édifier et développer les capacités d'alliance

L'OTAN cherche à s'assurer qu'elle dispose de capacités suffisantes pour prévenir les menaces terroristes et y répondre en utilisant le programme de défense antiterroriste (DAT-POW), qui vise à développer des technologies et des capacités nouvelles et évolutives pour protéger les militaires, les civils, les infrastructures et les ports contre les attaques terroristes, et à empêcher les opérations non conventionnelles telles que les attentats suicides à l'aide d'engins explosifs improvisés, les attaques de missiles contre les avions et les hélicoptères, les attaques utilisant des matériaux chimiques, biologiques ou radiologiques et les engins explosifs conventionnels.

Le programme a ensuite été élaboré dans le cadre de la Conférence nationale des gestionnaires d'armes des pays de l'OTAN en 2004, et ses

travaux ont depuis été élargis pour inclure des exercices, des expériences et le développement de modèles et de concepts. Le programme utilise de nouvelles technologies et méthodes pour détecter, perturber et vaincre les menaces des organisations et des groupes armés non relevant des États.

Ses activités dans ce domaine - ainsi que le programme de défense contre le terrorisme - comprennent le soutien direct à des opérations telles que l'Active Endeavour en Méditerranée, qui était l'une des huit initiatives lancées en réponse aux attaques terroristes du 11 Septembre contre les États-Unis d'Amérique en 2001. L'Alliance a acquis une expérience inégalée dans la dissuasion des activités terroristes maritimes en Méditerranée, et dans le cadre de l'opération de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) en Afghanistan entre 2001 et 2014, et de l'opération de la KFOR, qui a débuté en 1999 pour assurer la sécurité dans la province du Kosovo.

L'OTAN s'emploie également à renforcer ses capacités de lutte contre les abus de recours à la technologie



par les organisations terroristes. Compte tenu des efforts constants des terroristes à utiliser des technologies modernes dans leurs opérations, le recours aux drones apparaît comme le risque le plus grave dans ce domaine. Et en raison de la large diffusion de ces appareils et de la facilité de leur fabrication et exploitation, les Ministres de la Défense de l'OTAN ont convenu en Février 2019, d'un cadre pratique pour lutter contre les systèmes aériens, sans pilote (UAS), afin de coordonner une réponse à cette menace.

III- Coopérer avec les partenaires

Une réponse significative au terrorisme nécessite une approche à plusieurs volets qui utilise des outils politiques, diplomatiques, judiciaires, sécuritaires, militaires et de renseignement, et une aide au développement, ainsi que des outils économiques et financiers. Par conséquent, la contribution militaire n'est qu'une partie limitée de l'effort mondial de lutte contre le terrorisme. Les principes directeurs des politiques de l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme, qui ont été approuvés par les Chefs d'État de l'OTAN en 2012, reconnaissent ce fait et confirment la communication avec les partenaires et les Organisations Internationales pour consulter, analyser les menaces terroristes et développer les capacités appropriées pour les contrer. Les activités de coopération incluent les domaines civils et militaires.

La consultation et l'échange d'informations figurent parmi les domaines de coopération les plus importants que l'Alliance cherche à développer pour assurer une connaissance mutuelle des menaces terroristes entre alliés et partenaires, et pour leur permettre de se préparer à prévenir les attaques terroristes et à y

répondre. Le champ de coopération avec les partenaires comprend les domaines de la formation et de l'éducation, et les activités proposées par l'Alliance dans ce domaine comprennent la formation en ligne, les cours à distance, la coopération avec ses centres d'excellence, les séances de travail, les cours de formation, l'échange de leçons apprises et les meilleures pratiques.

Dans le domaine de la coopération scientifique et technique, les activités que l'Alliance fournit aux partenaires comprennent: La préparation aux situations d'urgence et la gestion des risques. Parmi les programmes de l'Alliance les plus importants dans ce domaine: Le programme SPS (Science pour la Paix et la Sécurité), qui encourage le dialogue et la coopération entre les États Membres et les pays partenaires, dans les domaines de la recherche scientifique, l'innovation technique et l'échange de connaissances, et fournit du financement, des conseils spécialisés et un soutien aux activités scientifiques liées à la sécurité. Au cours des cinq dernières années, le programme a lancé plus de 450 activités de coopération entre 29 États Membres et 41 pays partenaires, notamment la défense électronique en Jordanie et le déminage en Ukraine. Un autre programme dans ce domaine est le programme scientifique et technologique (STO), qui fournit des innovations, des conseils et des solutions scientifiques pour répondre aux besoins de l'Alliance face aux défis de sécurité actuels et futurs. Il s'agit du plus grand forum de recherche collaborative au monde dans le domaine de la défense et de la sécurité, auquel participent plus de 5.000 scientifiques. Il bénéficie de l'expérience de plus de 200.000 personnes dans les pays alliés et

partenaires, et son programme d'action annuel comprend plus de 300 projets, couvrant un large éventail de défis militaires et sécuritaires.

> Défis de la stratégie

La stratégie antiterroriste de l'OTAN est confrontée à de nombreux défis, dont certains sont «politiques» et d'autres «opérationnels». Les défis politiques concernent le fait que la menace terroriste et la réponse politique en résultant ne sont pas perçues de la même manière par tous les États Membres. Trois principales différences peuvent être distinguées entre les membres de l'Alliance dans ce contexte:

1- Différence dans l'ampleur des efforts que l'alliance devrait déployer pour lutter contre le terrorisme.

Certains pays soutiennent une action majeure dans la lutte contre le terrorisme, comme les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la Turquie et le Danemark, alors que d'autres pays comme la France et l'Allemagne considèrent cette responsabilité comme étant la responsabilité des États Membres, car l'Alliance ne dispose pas d'outils suffisants pour lutter contre le terrorisme, et elle ne devrait pas aspirer à faire un effort majeur à cet égard, les pays devant prendre l'initiative, et l'Alliance les soutiendra en renforçant le renseignement stratégique, la sensibilisation à la réalité et les capacités locales pour lutter contre les menaces terroristes au niveau national ou régional.

2- Différence dans les méthodes les plus efficaces dans la guerre contre le terrorisme.

Alors que les pays européens adoptent les moyens doux qui donnent la priorité aux approches diplomatiques, juridiques, judiciaires, sociales, économiques et culturelles pour s'attaquer aux causes profond-

es du terrorisme, nous constatons que les États-Unis d'Amérique accordent à l'approche militaire la plus haute priorité.

3- Différence dans l'évaluation des priorités, car certains pays de l'OTAN, en particulier les pays baltes et du nord, voient que la menace russe du côté oriental est la plus importante, tandis que d'autres pays, en particulier les pays du sud, sont préoccupés par l'instabilité dans la région MENA et les effets de la migration et ses inconvénients.

Il ne fait aucun doute que ces différences dans la définition des priorités entravent le consensus sur les options politiques face au terrorisme. Dr. Juliette Bird, Chef de la Division Anti-terroriste de l'OTAN de 2011 à 2019, a déclaré: "Travailler avec de nombreux pays, chacun ayant ses priorités et ses intérêts nationaux et internationaux, est souvent difficile. Cela signifie faire face à des niveaux d'ambition, de ressources, d'intérêt et de volonté sans cesse changeants de recours à l'OTAN".

La nature de l'Alliance, elle-même, constitue un défi dans sa guerre contre le terrorisme, car il s'agit d'une alliance militaire, dont le rôle demeure de soutenir, et non de diriger la gestion des défis sécuritaires non militaires du terrorisme, par exemple: La relation entre le crime organisé, le trafic de drogue et le terrorisme est devenue plus interdépendante, et a permis aux groupes terroristes un accès accru au financement et aux armes, et au renforcement de leurs capacités, ce qui constitue un grave problème de sécurité pour les pays membres de l'OTAN et les pays partenaires dans les Balkans occidentaux, autour de la mer Noire et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Cependant, l'OTAN ne peut

pas relever directement ce défi de sécurité, et se contente d'augmenter le contrôle des routes maritimes à travers la Méditerranée, de collecter des renseignements, de surveiller les activités des acteurs non étatiques dans les régions non gouvernantes et de fournir une alerte précoce aux opérations criminelles si nécessaire, en coopération avec les autorités nationales, et d'intercepter les marchandises de contrebande.

➤ Opérations de rétablissement de la paix

Les responsables de l'OTAN savent que la lutte contre le terrorisme n'est pas une mission essentielle de l'Alliance, mais ils reconnaissent qu'elle s'implique dans ses trois tâches: Défense collective, gestion des crises et sécurité coopérative. Ils comprennent également, à la lumière des expériences des deux dernières décennies, que les causes profondes du terrorisme sont politiques, économiques, sociales, démographiques et environnementales, et que l'Alliance n'est pas équipée pour y faire face. Elle a donc choisi de prêter attention aux processus de rétablissement de la paix; pour instaurer la stabilité dans les zones de conflit et aider à renforcer les capacités locales, en particulier dans les zones voisines des pays de l'OTAN.

L'alliance a parcouru un long chemin dans sa guerre contre le terrorisme, en adoptant un concept militaire en 2002, des directives politiques en 2012 et un plan d'action en 2014. Elle a créé la cellule de renseignement terroriste en 2017, mais elle doit aller plus loin en renforçant sa capacité à lire les signes d'alerte précoce, pour éviter les surprises, comme celles résultant des conditions politiques, économiques et so-

ciales en Syrie et en Irak, et qui ont été sanctionnées par l'émergence de Daech et le contrôle de la région.

Si les membres de l'OTAN divergent concernant le niveau d'efforts à déployer dans la lutte contre le terrorisme, ils conviennent de l'importance de soutenir les capacités locales pour le combattre dans certaines régions, en particulier les capacités de sécurité. Mais dans la pratique, l'Alliance coopère avec le personnel de sécurité dans les pays touchés par le terrorisme de manière intensive à l'extérieur de ces pays plus qu'à l'intérieur, ce qui crée un écart entre la réalité sur le terrain et la perception de l'Alliance de cette réalité.

L'OTAN devra tirer les leçons des campagnes lancées au cours des deux dernières décennies sous la bannière de la lutte contre le terrorisme. En Irak, la campagne militaire menée par les États-Unis pour renverser le régime du Président Saddam Hussein a été entachée par le manque de planification post-conflit. En Afghanistan, la planification militaire de l'OTAN prévoyait une coopération entre civils et militaires dans les programmes d'aide et de secours aux résidents locaux, mais le succès des équipes locales de reconstruction ne peut compenser l'échec des organismes internationaux et des pays à renforcer la gouvernance et le développement dans ces pays. La leçon que l'on tire est la suivante: L'OTAN devra éviter de s'impliquer dans des actions militaires sans une planification appropriée pour après la fin de l'intervention, afin que l'intervention porte ses fruits souhaités, à savoir rétablir la paix et la sécurité. ■

Approche antiterroriste du Sénégal

■ Moore Lome

Le phénomène du terrorisme semble désormais constituer l'un des principaux obstacles à l'instauration de la paix et de la sécurité et à l'édification de l'État et de ses appareils sur tout le continent africain. Au cours des cinq dernières années, l'Afrique a connu une escalade sans précédent des groupes terroristes comme attesté par l'Indice Mondial du Terrorisme - 2014. Au cours des dernières années, la région du Sahel africain a été témoin de nombreuses menaces à la sécurité, en raison de la recrudescence des activités extrémistes et des opérations terroristes, ce qui a mis le Sénégal en état d'alerte.

L'insécurité et l'escalade de l'influence des groupes extrémistes font peser un lourd fardeau sur les gouvernements du continent africain, et font de l'Afrique la nouvelle arène de la guerre contre le terrorisme, en particulier après qu'un grand nombre de combattants étrangers s'y sont installés. En Février 2020, l'Union Africaine a annoncé à Addis-Abeba qu'elle s'apprêtait à déployer 3000 soldats dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, confrontée aux attaques sanglantes des extrémistes. L'UA a affirmé que ce déploiement, en coopération avec le Groupe des cinq pays du Sahel et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont le Sénégal fait partie, contribuera à dissuader les groupes terroristes.

■ Chercheur spécialisé dans le terrorisme, rédacteur en chef du site Internet News (Senarab), Sénégal.

➤ Recrudescence du terrorisme en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest comprend 15 pays: Cap-Vert, Burkina Faso, Bénin, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Niger, Nigéria, Mali, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone, Togo et Côte d'Ivoire. Tous ces pays, à l'exception de la Mauritanie, sont membres de la (CEDEAO).

Selon les Nations Unies, le taux d'attaques terroristes contre des cibles civiles et militaires a augmenté ces dernières années, cinq fois au Burkina Faso, Mali et Niger depuis 2016, faisant au moins 4000 morts l'année dernière, contre environ 770 morts. En 2016, la plupart des attaques visaient à obtenir des armes ou à sécuriser des ports de contrebande.

Une étude publiée par le Centre Égyptien de Réflexion et d'Études Stratégiques a signalé une augmentation notable des activités des organisations terroristes en 2019, le continent noir ayant subi environ 3471 opérations terroristes, occasionnant 10.460 morts. Cette grande activité des organisations terroristes est due au déclin de leurs activités dans la région du Moyen-Orient, et une transition stratégique rapide vers l'Afrique leur était nécessaire. Le Sénégal a annoncé alors que les pays africains sont devenus les victimes du terrorisme, appelant à une meilleure coordination internationale pour vaincre ce phénomène.

➤ Efforts antiterroristes du Sénégal

En coopération avec les associations islamiques et les ordres soufis du pays, le ministère sénégalais de l'Intérieur a organisé nombre d'activités pour sensibiliser le peuple sénégalais sur les valeurs de tolérance et de paix dans la religion islamique, et pour réfuter les préjugés d'extrémisme et de violence dont est taxée injustement la sainte religion. Les associations islamiques ont organisé des conférences pour éduquer les jeunes et entraver leur recrutement au profit de l'extrémisme. Le Professeur Omar Diallo, qui a visité le centre d'admonestation Prince Muhammad bin Nayef à Riyad, a prononcé une conférence sur la «menace du terrorisme contre l'individu et la société».

Compte tenu de l'ampleur de l'exploitation par les terroristes des différents médias pour influencer l'opinion publique locale et internationale, l'Association des Prédicateurs pour la Paix et le Développement a organisé, avec le soutien du gouvernement sénégalais, un forum sur le «terrorisme médiatique», axé sur les interrogations des journalistes et les difficultés du métier, tels que: Comment les médias devraient-ils agir face au terrorisme? La couverture médiatique des attentats terroristes sert-elle l'opinion publique ou les terroristes? Comment les médias peuvent-ils décider de couvrir ou non tel attentat? Quand faudrait-il faire la sourde oreille? Et si couverture oblige, quel aspect faudrait-il mettre en exergue et quel aspect faudrait-il escamoter? Quand la presse et les médias devraient-ils s'engager à ne pas publier des informations dont la publication pourrait conduire à des résultats désastreux? Les thèmes les plus importants du forum tournaient sur ces différents volets.

Le Sénégal a défini une approche globale de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, basée sur la bonne gouvernance, le renforcement de la sécurité, les Droits de l'homme, l'emploi des jeunes, l'éradication de la pauvreté et la diffusion d'une pensée modérée.

› Volonté et responsabilité du Sénégal

En parallèle avec la recrudescence de la menace terroriste, le Sénégal a mobilisé ses efforts à tous les niveaux en coopération avec ses partenaires internationaux en Afrique, France, États-Unis d'Amérique et Royaume d'Arabie Saoudite, en vue de lutter contre les réseaux terroristes en Afrique. Il a appelé la Mauritanie à mettre en place une large alliance internationale et régionale pour éliminer la violence et le terrorisme, en particulier dans les pays de la région du Sahel. Les deux pays ont convenu, lors de la visite du Président sénégalais en Mauritanie en Février 2020, de prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée, notamment le terrorisme et le commerce illégal d'armes.

Dans le cadre de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, le Sénégal a organisé à Dakar, les 5 et 6 Décembre 2016, le troisième Forum International pour la Paix et la Sécurité en Afrique. Il a appelé à la nécessité d'efforts internationaux concertés pour déraciner le terrorisme, prévenir les causes de son apparition et faire tarir ses sources de financement. Le Sénégal a présenté un modèle de maintien de la paix et de consolidation de la sécurité lors de la sixième édition du Forum International de Dakar pour la Paix et la Sécurité en Afrique - 2019, qu'il organise chaque année avec la participation de pays ayant de l'expérience en la matière, comme l'Arabie Saoudite, les États-Unis d'Amérique, la France, et en présence des pays africains.

› Stratégies internes

De nombreux analystes de la sécurité estiment que le continent africain est devenu l'un des foyers majeurs de l'insécurité dans le monde, car ses conditions géopolitiques favorisent un terrain fertile au terrorisme transcontinental, ce qui a contraint le Sénégal à adopter nombre de plans stratégiques pour circonscrire les zones de troubles. En Décembre 2017, le Sénégal a traduit en justice 30 personnes pour violences, appartenance à un groupe criminel dans le cadre d'une organisation terroriste, blanchiment d'argent et financement du terrorisme. Le Sénégal mobilise toutes ses forces pour protéger la société de la menace terroriste, éliminer les cellules terroristes et prendre les mesures appropriées pour faire face aux risques potentiels de terrorisme.

Le Sénégal est conscient de la grande responsabilité des scholastiques. Aussi, la stratégie interne met-elle l'accent sur la coopération du gouvernement avec les associations islamiques et la Fédération des Imams et des Oulémas pour promouvoir les efforts nationaux dans la lutte contre le terrorisme. Cette stratégie appelle les érudits à renouveler leurs discours pour contrer les idées déviantes de l'outrance, et s'occuper des jeunes en vue d'établir un équilibre intellectuel, psychologique et social parmi les groupes cibles. Le gouvernement a aidé les associations à organiser des conférences et des séminaires qui initient le peuple sénégalais à la

menace de l'extrémisme.

L'une des stratégies adoptées par le Sénégal pour lutter contre cette menace imminente est de former les forces de police sénégalaises à travers des sessions de formation soutenues par les États-Unis, grâce à des formateurs américains qui dispensent une formation tactique aux agents de sécurité et aux policiers sénégalais. La participation du Sénégal au programme d'assistance antiterroriste du Département d'État américain remonte à 1985.

› Stratégies externes

Face aux groupes terroristes, le Sénégal a adopté des stratégies portant sur les aspects idéologique, développemental et militaire qui ont été bien accueillies par les autres États. Le Sénégal participe également à tous les séminaires et réunions internationaux visant à lutter contre le terrorisme et s'inspire des recommandations émises. Il a récemment participé à une Conférence Internationale à Nouakchott à l'intention des oulémas africains sur le rôle de l'Islam dans le continent noir: «Tolérance et modération face à l'extrémisme et à la violence». La Conférence s'est achevée par la publication d'un communiqué bien argumenté et d'une déclaration historique, exprimant la position des scholastiques et leur vision islamique face à ce défi, qui menace l'unité de la nation et ses intérêts religieux et temporels. La participation des oulémas sénégalais à ce forum a été très positive.



Malgré les défis croissants auxquels l'Afrique est confrontée, le Sénégal a adopté le principe: «Solutions africaines aux problèmes africains», comme le meilleur moyen de faire face aux crises du continent et de tenir compte des spécificités des peuples africains. La prise de conscience précoce par le Sénégal du fait que l'Afrique est devenue un fief pour les organisations armées actives, a contribué au succès de sa stratégie de lutte contre le terrorisme. Le Sénégal a donné l'alerte sur l'activité des cellules d'Al-Qaïda, à travers le continent, et dénoncé le bénéfice que tirent les organisations terroristes du manque de contrôles aux frontières entre les pays africains, de la fragilité des lois et des institutions judiciaires, ainsi que de la faiblesse des forces de sécurité, ce qui leur a permis de déplacer des hommes, des armes et de l'argent,

de manipuler la population pauvre et de tirer profit des disparités religieuses et ethniques pour recruter des partisans. Le Sénégal était conscient de ces stratagèmes, ce qui lui a permis de présenter nombre d'initiatives pour soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme sur le continent.

➤ **Hommage international aux efforts antiterroristes du Sénégal**

La France a salué les efforts du Sénégal pour lutter contre le terrorisme dans la région du Sahel africain. Les premiers éléments de la Force française Serval ont été déployés au Sénégal, premier contributeur à la mission de maintien de la paix au Mali. Lors de la visite du président sénégalais Macky Sall en France le 12 Juillet 2017, le Président Français Emmanuel Macron a salué l'effort sénégalais. La France manifeste toujours sa

volonté de renforcer la coopération économique, militaire et sécuritaire avec le Sénégal et continuer à travailler avec la (CEDEAO).

Lors de sa visite au Sénégal, fin Février 2020, le Secrétaire d'État américain Mike Pompeo a affirmé que les États-Unis d'Amérique considèrent le Sénégal comme un allié essentiel dans la lutte contre le terrorisme qui menace les intérêts américains en Afrique.

Les Émirats Arabes Unis apprécient l'action constructive du Sénégal à l'OCI en soutien aux questions de l'Islam et des musulmans, et ses efforts pour faire valoir l'image civilisée de la religion exempte d'extrémisme et de violence. Les Émirats coopèrent avec le Sénégal contre le terrorisme et la violence en Afrique, et contribue au soutien du "Centre de Dakar pour la sécurité et la paix". ■

Catalyseurs de la Coopération Internationale dans la lutte contre le terrorisme

■ Dr. Saleh Al-Saad Miqdadi

La Coopération Internationale pour lutter contre le terrorisme est devenue le fer de lance contre ce phénomène, car le terrorisme est essentiellement un problème transfrontalier mondial. L'importance de la coopération dans la lutte contre le terrorisme est évidente à travers les traités et accords internationaux et régionaux, ainsi que la création de nombre d'Organisations et de Centres de lutte contre le terrorisme, à tous les niveaux, tels: Le Centre des Nations Unies pour la Lutte Contre le Terrorisme, l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime et la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT).

► Objectifs de la Coopération Internationale pour lutter contre le terrorisme

La coopération internationale pour lutter contre le terrorisme vise à coordonner les institutions de sécurité sur les scènes locale, régionale et internationale, de manière à lutter contre les crimes terroristes, à les empêcher de s'intensifier et à combler tout manque d'informations sécuritaires sur les crimes terroristes et leurs plans d'exécution en gestation, ainsi que pour bénéficier des expériences de sécurité internationale dans les institutions concernées, de manière à profiter de leurs aspects positifs et de combler les lacunes.

La coopération internationale contribue

à jeter les bases scientifiques pour mener des études et des recherches de nature commune entre les institutions et les centres de recherche spécialisés, ce qui contribue à développer les travaux et à enrichir leurs résultats à différents niveaux, et renforce la sécurité de l'enceinte intérieure, tout en aidant à préserver la sécurité des frontières et des postes frontaliers. La coopération internationale renforce également la capacité de sécurité intérieure sur la scène internationale, pour pouvoir surveiller les sources du crime et son financement, avant qu'il ne franchisse la frontière. Elle contribue à assurer la plus grande complémentarité entre les services de sécurité concernés, à échanger les Officiers de liaison et les Experts, et à ren-

forcer les moyens de coopération dans les domaines de la formation technique et technologique.

► Modes de Coopération Internationale dans la lutte contre le terrorisme

La Coopération Internationale dans la lutte contre le terrorisme nécessite nombre de moyens pour maximiser les performances, notamment:

- 1) Adoption d'une définition unifiée du terrorisme, sous une forme acceptable pour tous les États Membres.
- 2) Création d'un Centre International d'information pour lutter contre le terrorisme, pour développer les méthodes d'échange d'informations; pour connaître les caractéristiques de la criminalité terroriste sous ses différentes

■ Chercheur Stratégique, ancien Directeur du Conseil des Ministres Arabes de l'Intérieur.



formes, et pour collecter des données complètes sur les membres de groupes terroristes ou suspects, ainsi que les données nécessaires sur la structure des groupes terroristes et leurs convictions politiques, leurs moyens de recruter des terroristes, leurs sites de formation, leurs sources de financement et les types de munitions utilisées. Le centre devrait également se charger d'analyser les informations, de prévoir les objectifs des opérations, de promouvoir la coopération entre les institutions spécialisées dans les données relevant des États Membres et d'encourager l'échange d'informations, ce qui augmentera la capacité d'infiltrer les organisations terroristes, conformément à la résolution n° 1373 de 2001, publiée par le Conseil de Sécurité et à la Déclaration de Riyad, publiée par la Conférence Internationale sur la lutte contre le terrorisme en 2005.

3) Mettre en place une banque de données de sécurité pour surveiller toutes les données relatives aux organisations terroristes dangereuses de caractère international, et pour soutenir la confiance dans les requêtes d'informations, et connaître rapidement tout ce qui concerne les activités terroristes.

4) Coordination accrue entre les services de sécurité concernés dans les États Membres, en augmentant le nombre d'Officiers de liaison, et en facilitant leurs méthodes de travail.

5) Améliorer les compétences des agents de terrain dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, scientifiquement, professionnellement et techniquement.

➤ Défis de la Coopération Internationale

Les efforts internationaux pour lutter contre le terrorisme et tarir ses sources de financement sont très importants, mais il existe plusieurs difficultés qui entravent leur performance, notamment:

1. La diversité des menaces terroristes et leur interchangeabilité, les menaces terroristes devenant de plus en plus complexes à cause des mouvements rapides entre les zones du terrorisme du monde, de l'émergence des loups individuels, de la diversité des méthodes

utilisées dans leurs opérations et la multiplicité des moyens de communication et des techniques de cryptage, ce qui entrave le travail des experts dans le suivi des communications entre les groupes terroristes.

2. La mobilité: Les membres d'organisations terroristes et de groupes extrémistes ont la possibilité de se déplacer facilement, d'autant plus qu'ils travaillent dans de petites cellules et ont des sympathisants dans certaines régions.

3. La facilité d'obtention d'armes et d'explosifs, en utilisant du matériel scientifique et technique. Les terroristes ont des experts qui forment leurs agents à la fabrication et la détonation des engins explosifs, et à la publication de leurs vidéos sur Internet.

4. Les leaders et les experts techniques formés et qualifiés travaillent pour promouvoir les idées de l'organisation et recruter de nouveaux membres, et utilisent les réseaux sociaux de manière scientifique et psychologique, pour commercialiser leurs crimes et réaliser leurs objectifs pernicieux.

5. La confidentialité et la sécurité de l'information et des opérations. La correspondance et les moyens de communication entre terroristes sont totalement confidentiels, pour assurer la sécurité de leurs informations et de leurs plans opérationnels, de même qu'ils choisissent entre eux des pseudonymes qui dissimulent leur véritable personnalité.

6. L'insuffisance des échanges d'informations et d'analyses entre les agences concernées par la lutte contre le terrorisme et son financement.

7. Les différentes méthodes pour équilibrer liberté et sécurité, et la relativité des procédures.

8. La problématique du financement du terrorisme, le financement étant la principale artère pour la durabilité et la continuité des groupes terroristes, et malgré les nombreux efforts et normes internationales pour lutter contre le financement du terrorisme, il y a toujours des lacunes dans le respect et la mise en œuvre strictes de ces normes, ce qui apparaît dans l'augmentation du volume

d'argent blanchi dans le monde, car il varie entre 3.000 et 6.000 milliards de dollars, d'autant plus que les groupes terroristes s'adonnent, ces dernières années, au financement du pétrole, aux taxes, au trafic de drogue, aux rançons et autres pratiques.

9. L'absence d'une définition internationale, globale et admise par tous, du terrorisme, ce qui entrave de nombreux accords de coopération conjointe, compte tenu de l'incompatibilité de certaines lois nationales avec les accords régionaux et internationaux de lutte contre le terrorisme, en plus des différences entre les pays quant aux aspects de l'engagement en faveur de la sécurité nationale et de la souveraineté nationale, et l'entente dans l'extradition des terroristes, en plus de la faible application du principe d'entraide judiciaire ou de réciprocité.

10. Les stratégies et plans nationaux limités de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, en raison du financement insuffisant nécessaire pour mettre en œuvre les programmes et plans nationaux de lutte contre le terrorisme, le manque d'intérêt pour le suivi et l'évaluation des programmes de certaines stratégies, et le manque de compétences et d'expertise pour préparer des stratégies et des plans, et suivre leur mise en œuvre et leur évaluation.

En conclusion, il est évident que de nombreux pays n'ont pas mis en œuvre de stratégies nationales de lutte contre le terrorisme, et n'ont pas prévu de les mettre à jour, le cas échéant, en fonction de l'évolution nationale, régionale et internationale, ce qui constitue l'un des défis les plus importants, auxquels sont confrontés les programmes de coopération internationale pour lutter contre le terrorisme. Afin de pouvoir s'appuyer sur des bases solides pour un diagnostic et un traitement scientifiques et pratiques efficaces, il est nécessaire de fonder l'élaboration de stratégies sur des études appliquées complètes pour connaître l'ampleur du problème du terrorisme, ses caractéristiques, ses tendances, ses orientations et ses catalyseurs. ■

CYBERTERRORISME: RISQUE DE MENACE ET MOYENS DE CONTRÔLE

■ Sonny Zulhuda

Avec les grands progrès technologiques dans le domaine de l'information et de la communication via Internet, il est devenu très aisé pour les criminels et les terroristes de recourir à ces technologies avancées dans l'élaboration, la mise en œuvre et la promotion de leurs plans criminels et terroristes, au point que ces technologies modernes semblent constituer une menace sérieuse qui pèse sur l'ensemble de la communauté internationale.

Dr. Nah Liang Tuang, Professeur d'Études Internationales au Rajaratnam College de Singapour, estime que cette avancée technique est une arme à double tranchant. Alors que le premier tranchant peut être utilisé comme ligne de défense face au crime et au terrorisme, l'autre tranchant sert à commettre le crime et le terrorisme. Les technologies avancées telles que le cryptage des téléphones intelligents, l'Internet des objets, la propagation des réseaux informatiques dans tous les secteurs vitaux, en particulier sécuritaires et militaires, et dans les services publics vitaux, offrent de nombreux avantages pratiques, mais ouvrent en même temps, la porte aux cyber-menaces dangereuses et engendrent des cyber vulnérabilités.

Cet article vise à analyser la nature du cyberterrorisme, expliquer sa portée, mettre en évidence les derniers développements relatifs à l'initiative internationale pour la promulgation de mesures juridiques contre cette menace mondiale, et focaliser sur la Convention sur la cybercriminalité.

■ Chercheur indonésien et professeur agrégé, Faculté de la Loi Ahmed Ibrahim Université islamique internationale de Malaisie.

► La menace du cyberterrorisme

Le rapport, sur les risques mondiaux 2019 du Forum Économique Mondial, affirme que le cyberterrorisme est devenu une réalité inévitable. Le rapport décrit les cyber-attaques ou les logiciels malveillants comme autant d'agents qui causent de grands dommages économiques, des perturbations géopolitiques ou créent des situations dans lesquelles la confiance dans l'Internet est largement rompue. Les attaques terroristes à grande échelle sont menées par des individus ou des groupes non gouvernementaux ayant des objectifs politiques, religieux ou sociaux visant à causer des dommages humains ou matériels généralisés.

Le rapport du Forum Économique Mondial a également révélé les graves dangers des cyber-attaques

ment. Le cyberterrorisme est devenu dans ce contexte de plus en plus populaire en raison de son utilisation aisée et de son prix abordable. Il ne nécessite pas des terroristes d'obtenir des armes classiques coûteuses, ni à les transférer à l'endroit souhaité, de même que les contraintes temporelles et spatiales ne dissuadent pas les terroristes de sévir, car ils peuvent lancer des attaques dans cette réalité virtuelle de n'importe où, et n'importe quand, tout en étant capable de s'éclipser derrière l'écran de la technologie. Ainsi, l'impact peut être énorme et effrayant, selon l'objectif à atteindre. L'action subversive use de nombreux moyens dont des programmes malveillants, des virus informatiques, des attaques par déni de service, des logiciels d'espionnage sur le réseau, ...etc.

els (armes, munitions, ...etc.), vers le terrorisme moderne, qui repose davantage sur des technologies invisibles. James Lewis définit le cyberterrorisme comme: L'utilisation d'outils de réseau informatique pour détruire ou perturber d'importantes infrastructures nationales telles que l'énergie, les transports et les opérations gouvernementales, dans le but de contraindre ou d'intimider le gouvernement ou les civils.

À partir de cette définition, on peut décrire le cyberterrorisme en examinant deux aspects:

Premier Volet: L'importance de la composante «Cyber-menace», sorte d'attaque visant à détruire ou à perturber le cyber-environnement (systèmes informatiques), ce qui fait craindre la propagation de plans et d'idées terroristes, ou des attaques contre les systèmes militaires et

Infrastructures critiques	Dommages externes	Nature de l'attaque
<ul style="list-style-type: none">• Secteurs critiques.• Intérêts publics.• Symboles nationaux ou internationaux.	<ul style="list-style-type: none">• Impact déstabilisant: Services sécuritaires, économiques et sociaux gouvernementaux, forces de l'ordre, ...etc.	<ul style="list-style-type: none">• Attaque contre les données informatiques.• Attaque contre le système informatique.• Attaque contre les communications numériques.

Figure 1: Portée du cyberterrorisme, premier volet (attaquer le système)

terroristes, étroitement liés à l'effondrement de l'infrastructure d'information et au risque de recourir à des armes de destruction massive, d'autant plus que nous vivons aujourd'hui dans un monde largement interdépendant et interconnecté, dans lequel les infrastructures de données vitales sont de plus en plus numérisées, et donc la dépendance à leur égard augmente régulière-

► Portée du cyberterrorisme

Mais la question qui se pose ici est la suivante: Qu'est-ce que le cyberterrorisme? Fornell et Warren définissent le cyberterrorisme comme étant l'utilisation par des groupes de cyber-terroristes du cyberspace. Cela suppose une transition du terrorisme conventionnel qui repose sur des moyens matéri-

l'infrastructure vitale numériques du pays, comme le montre la figure 1:

Deuxième volet: L'importance de l'élément "lieu de préparation", qui est le lieu d'où le cyber système est piraté, lorsque des terroristes utilisent l'Internet ou les systèmes d'information et de communication tels l'Internet des objets, les appareils mobiles, l'intelligence artificielle, les mégadonnées, le cryptage



Figure (2): Types de cyberterrorisme, deuxième volet

et les logiciels automatisés, aux fins de planifier, préparer et lancer des attaques terroristes efficaces. Dans ce contexte, Peter Grabowski décrit l'utilisation extensive des technologies de l'information comme moyen au service du terrorisme, dont le piratage de renseignements, l'extraction de données, la collecte de fonds, le recrutement, la mobilisation et la formation à distance qui comprend entre autres les technologies et les compétences de piratage, le partage d'informations, la diffusion des manuels pour la fabrication d'armes, ...etc., comme le montre la figure 2:

Le deuxième volet des activités de cyberterrorisme a pris de l'importance en Malaisie au cours de la dernière décennie, et des poursuites ont été engagées en vertu du code pénal du pays. Les dispositions sont classées sous les n° (C-130) et (Y-130), de divers actes commis dans le cadre d'actes terroristes, par exemple: Le recrutement de personnes pour rejoindre des groupes terroristes, ou pour participer, promouvoir ou inciter à des actes terroristes, fournir de la formation et de l'éducation aux groupes terroristes, recevoir de la formation de la part de ces groupes, diriger leurs activités nuisibles et pernicieuses et rechercher le sou-

tien des groupes terroristes.

► Initiative de lutte contre sur le cyberterrorisme

Le cyberterrorisme est une menace mondiale et un problème international qui nécessite une solution mondiale. L'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré: «Internet est un excellent exemple du comportement transfrontalier des terroristes». Les États doivent donc réfléchir et agir ensemble au-delà des frontières nationales, malgré l'existence de lois et de politiques locales sur le cyberterrorisme. Nous devons d'urgence répondre à cette menace mondiale, d'une action commune et complémentaire au niveau international. Par conséquent, des initiatives internationales ont été lancées pour lutter contre la menace du cyberterrorisme. En 2012, l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime, en coopération avec l'Équipe Spéciale des Nations Unies sur la Lutte Contre le Terrorisme, a publié un rapport de travail sur le cyberterrorisme.

Le manque de formation spécialisée sur les aspects juridiques et pratiques des enquêtes et des poursuites relatives aux affaires de terrorisme impliquant l'utilisation d'Internet est préoccupant. Par

conséquent, l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime vise à développer des ressources liées à la lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité pour lutter contre cette menace en évolution. Le Bureau souligne qu'il existe certains facteurs fondamentaux et nécessaires pour déterminer la réponse internationale aux mesures antiterroristes, notamment:

- 1) Cadres politiques et législatifs communs.
- 2) Enquêtes et collecte de renseignements.
- 3) Coopération et solidarité internationales.
- 4) Enquêtes et poursuites judiciaires.
- 5) Coopération du secteur privé avec les agences gouvernementales.

Tous ces facteurs fondamentaux dépendent de l'engagement inter-pays pour combattre les menaces terroristes à l'intérieur de leurs frontières nationales et au-delà de ces frontières.

► Convention sur la Cybercriminalité

C'est l'une des conventions mondiales parmi les plus importantes, étant la seule convention internationale sur le cyberterrorisme. Nous constatons que bien que cette convention ne traite pas spécifiquement du cyberterrorisme, elle a été rédigée de manière à pouvoir suivre l'ampleur des menaces terroristes,



dont le crime de cyberterrorisme. La meilleure réponse pour faire face à la menace du cyberterrorisme est de modifier la Convention et d'y inclure les délits de cyberterrorisme de manière plus précise. De même, le plus grand défi est d'impliquer davantage de pays pour en faire un outil mondial et international de lutte contre ce type de criminalité.

En 2016, le Comité de la Convention sur la Cybercriminalité a publié une note d'orientation sur les aspects du cyberterrorisme en vertu de l'accord de Budapest, déclarant que «les infractions citées dans la Convention peuvent également être des actes terroristes au sens de la loi en vigueur». Cette note supplémentaire au titre de l'accord arrive en temps opportun, et souligne que cette convention n'est pas un traité spécifique au terrorisme, mais on peut dire que: Les infractions dans la Convention peuvent être considérées comme des actes terroristes, facilitant ou soutenant le terrorisme, du point de vue du financement, ou des travaux préparatoires.

En outre, les outils internationaux d'assistance judiciaire procédurale contenus dans la Convention sont disponibles pour les enquêtes et les poursuites terroristes. En vertu de

l'accord, chaque partie s'appuie sur des mesures législatives et autres qui peuvent être nécessaires pour définir des pouvoirs et des procédures aux fins de mener des enquêtes ou des procédures pénales spécifiques, sachant que ces pouvoirs et procédures ne s'appliquent pas seulement à la cybercriminalité spécifique, comme indiqué dans l'accord, mais également aux criminalité et autres cyber-violations commises via des systèmes informatiques. Par conséquent, selon la note d'orientation de 2016, cela pourrait conduire à une application plus large de la Convention sur la cybercriminalité à tout crime terroriste, tant qu'il est commis par le biais de systèmes informatiques. Grâce à cette extension, le fait de faire partie de l'accord serait une source importante de soutien et d'assistance à l'État pour lutter contre le cyberterrorisme dans sa juridiction, indiquant que le pays en question serait éligible au soutien mutuel, à l'assistance et à la coopération entre les États Membres. Ainsi, les parties (de la Convention) doivent s'entraider, aussi largement que possible, pour mener les enquêtes sur les délits liés aux cyber-violations et aux violations liées aux systèmes informatiques et de données, ou pour collecter

électroniquement les preuves d'un délit. Cela signifie, également, que la partie à l'accord obtiendra sa juste part de la coopération internationale et qu'elle sera autorisée à obtenir une assistance mutuelle même en l'absence des accords internationaux en vigueur entre les pays.

► Enfin

Nous concluons que le cyberterrorisme est une nouvelle forme d'acte terroriste qui a souvent un impact significatif, mais les politiques et la législation de nombreuses autorités judiciaires se distancient encore de ce type de terrorisme, en dépit de son importance, son impact et son danger.

Le cyberterrorisme est une menace mondiale qui nécessite une réponse internationale et une coopération mondiale, ainsi que le besoin urgent d'une politique commune et d'un cadre législatif commun, qui établissent des normes minimales et les meilleures pratiques pour y faire face. Un effort concerté est nécessaire pour collecter et échanger les renseignements. La coopération internationale dans les enquêtes et les poursuites, ainsi que la coopération entre les secteurs public et privé est extrêmement importante. ■

Le Dark Web du Terrorisme

■ Dr. Mohammed Yazid Ben Dhul Qebli

Les terroristes et les groupes extrémistes utilisent l'Internet pour renforcer leurs idées, glorifier leurs actions, soutenir les opérations de recrutement, diffuser des contenus violents, faciliter la communication et former les recrues à cacher leur identité. Les réseaux sociaux ont été utilisés pour diffuser des messages de propagande, de panique et de menaces terroristes. Les organismes d'application de la loi du monde entier surveillent le cyber-monde pour s'assurer qu'il ne soit pas utilisé à des fins illégales. Toutefois, les terroristes parviennent à tromper la vigilance des forces de l'ordre en recourant au Dark Web. Ces agences devraient donc être au diapason des dernières technologies et de la façon dont ce réseau obscur fonctionne pour pouvoir lutter contre le terrorisme et son financement.

➤ Un vrai danger

Le Dark Web peut contourner la surveillance, la supervision et le suivi des organismes d'application de la loi, et user d'un haut niveau de masquage de l'identité des utilisateurs. Des campagnes de formation et de sensibilisation sont nécessaires pour garantir que tous les services juridiques soient préparés pour faire face aux menaces réelles du monde numérique moderne. Il ne faudrait nullement sous-estimer les men-

aces numériques et la criminalité informatique associées au Dark Web, qui favorise le suivi et l'espionnage en ligne, le piratage, la fraude, le vol d'identité et les attaques contre les infrastructures critiques.

Le Dark Web ou le web occulte, fait partie d'Internet, mais il n'est pas indexé ou inclus dans les moteurs de recherche et n'est pas accessible via les navigateurs Internet habituels. Étant donné que le matériel de ce Web n'est pas indexé, l'internaute doit dis-

■ Conseiller dans la lutte contre le terrorisme, Professeur de Droit au Collège Ahmed Ibrahim, à l'Université Islamique Internationale, Malaisie.

poser d'une URL précise pour localiser les ressources et accéder à la page souhaitée.

Contrairement à l'Internet régulier où il est facile de découvrir l'adresse Internet Protocol (IP) de chaque ordinateur ou appareil intelligent, le Dark web crée un niveau plus élevé d'escamotage de l'identité des utilisateurs, dont notamment l'adresse IP de chaque ordinateur ou appareil intelligent se connectant à ce réseau, et ce grâce à un navigateur privé et des réseaux spéciaux tels que l'Onion Routing ou l'Internet invisible. Le navigateur privé de l'Onion Routing Project a été développé et financé par le Laboratoire de Recherches Navales des États-Unis dans les années 90 en tant qu'outil de contrebande en ligne, et a reçu près 60% de ses investissements de la part des départements d'État et de la Défense.

L'Internet Sombre permet d'acheter avec une relative facilité des armes à feu, des passeports, des permis de conduire, des cartes d'identité, des assurances médicales, des cartes de crédit et de sécurité sociale et de la pornographie. Puisque les identités sont anonymes, le Dark web permet aussi d'acheter des abonnements et des comptes Netflix piratés et fournit de nombreux services illégaux, du piratage aux assassinats.

Un marché mondial appelé "Route de la soie" via le Dark Web a attiré plus de 100.000 utilisateurs, ayant conclu plus d'un million de transactions évaluées à près de 1,2 milliard de dollars dans plus de dix pays, avant que les autorités n'y mettent fin.

➤ L'autre Face

Profitant de l'anonymat du Dark Web, beaucoup d'internautes s'y sentent

capables d'agir en toute impunité, car ils ne risquent pas d'être arrêtés. Toutefois, tout sur ce réseau n'est pas illégal, car il s'agit en fait d'une plateforme en ligne non réglementée et non censurée. De nombreux clubs sociaux sont disponibles sur cette plateforme, tel le club d'échecs ou le réseau social comme Facebook. La navigation anonyme permet aux personnes dans les pays autoritaires de contourner les contrôles gouvernementaux stricts et d'éviter les persécutions. Elle aide également les informateurs qui souhaitent révéler des informations importantes sans compromettre leur identité.

La technologie de cryptage du Dark Web dirige les données des utilisateurs via un grand nombre de serveurs proxy qui protègent et dissimulent l'identité des utilisateurs. Les informations transférées ne peuvent être décryptées que par le nœud (ordinateur) suivant, qui mène finalement au nœud de sortie. Il est donc difficile de recréer le chemin du nœud car les informations sont codées d'une couche à l'autre. En raison de ce cryptage avancé, les Sites Web ne peuvent pas détecter l'adresse IP ou déterminer l'emplacement géographique de leurs utilisateurs, de même que les utilisateurs ne peuvent suivre les informations similaires sur le serveur hôte.

➤ Faire face à la menace

L'idée que le Dark Web ne révèle point l'identité des internautes n'est pas toutefois entièrement correcte, car la technologie peut contrer cela. Dans une enquête menée en 2012 intitulée "Opération Torpille", le Bureau Fédéral d'enquête des États-Unis a utilisé une méthode dite; "Technologie d'investigation du réseau", pour

détecter les adresses IP d'au moins 25 personnes qui ont visité des sites illégaux sur le Dark Web. Pour assurer le suivi des enquêtes sur le réseau obscur aux États-Unis, le FBI peut utiliser cette technologie d'enquête, mais devra obtenir au préalable un mandat d'enquête.

Mais est-il possible de bloquer l'accès au Dark Web? La réponse dépend de la loi en vigueur dans le pays en question. Dans de nombreux pays, l'accès au réseau obscur n'est pas illégal en soi, car ce réseau fournit nombre de services autorisés. Cependant, l'accès à des sites Internet illégaux n'est pas autorisé par la loi, tels que: Les sites faisant la promotion de drogues, de piratage, de logiciels malveillants et de pornographie, les lois de la plupart des pays ne faisant pas de distinction entre le Dark Web et les sites réguliers, et les deux sont soumis à la même loi, bien que cela soit plus compliqué sur le réseau sombre.

Il existe d'autres défis similaires avec le Dark Web, tels que les VPN, les serveurs proxy, les fournisseurs de messagerie anonymes et les services de l'Internet qui ne conservent ni ne fournissent aucune information d'identification.

Pour contrer la menace du cyberterrorisme, les services de sécurité doivent rester vigilants, ce qui implique d'assurer le financement adéquat pour le personnel, l'équipement et la formation, tout en encourageant les citoyens à signaler tout comportement suspect. Il sera très utile à cet égard pour la CIMCT de développer une plateforme pour coordonner la formation et échanger les technologies à des fins de lutte contre le terrorisme entre les pays islamiques. ■



Initiative sur les causes du terrorisme

Une étude de cas sur Al-Qaïda, Daech et Boko Haram

■ Équipe éditoriale

Depuis les événements du 11 Septembre 2001, l'intérêt politique et universitaire pour le phénomène du terrorisme s'est intensifié auprès de la plupart des communautés internationales et universitaires. L'intérêt portait sur toutes les versions du phénomène ancien et nouveau, liées à la religion, ou aux courants extrémistes de droite ou de gauche, ainsi qu'aux mouvements séparatistes, ethniques ou aux cas individuels. Il n'est donc pas surprenant que les études sur le phénomène terroriste soient prioritaires dans les établissements universitaires, qui accordent un intérêt particulier à l'identification des motivations du comportement terroriste.

À la lumière des efforts déployés par la CIMCT pour déterminer les causes du terrorisme en vue de pouvoir le combattre, une initiative a été mise en œuvre comprenant trois études spécialisées sur trois organisations terroristes: Al-Qaïda, Daech en Irak et au Levant et le mou-

vement Boko Haram. Ces études ont traité les circonstances de la fondation de ces organisations, la conjoncture intellectuelle, militaire, financière et médiatique et la vision prospective concernant ces groupes.

Cette étude sur «les causes du terrorisme» appliquée aux trois cas traduit la conviction de la CIMCT qui estime que l'absence d'identification pertinente des facteurs et des causes qui poussent au terrorisme demeure un obstacle à l'élaboration de moyens efficaces et de stratégies globales pour le combattre. L'étude s'appuie sur une méthode descriptive et analytique pour répondre aux questions essentielles: Quels sont les défis rencontrés pour comprendre les causes du terrorisme? Quelles sont les raisons psychologiques, personnelles, sociales, économiques, politiques, historiques, religieuses, ethniques, médiatiques et intellectuelles à l'origine de l'adoption d'un comportement terroriste?

➤ Difficultés à comprendre les causes du terrorisme

L'étude a examiné nombre de défis qui compliquent la compréhension des causes du terrorisme, en particulier la nécessité pour la recherche d'observer les personnes impliquées dans des activités terroristes depuis belle lurette, et de mener avec eux des entretiens afin de pouvoir examiner en profondeur leurs conditions démographique, psychologique et sociale et de mieux comprendre les facteurs motivant leurs comportements déviants. Cette tendance contredit souvent l'empressement des autorités à isoler et à confiner ces personnes intellectuellement pour contenir leur danger, ce qui rend difficile pour les chercheurs d'obtenir des arguments directs qui donnent une image claire des motivations conduisant à l'adoption du comportement terroriste.

Parmi les défis remarquables par l'étude: Le fait que les motifs des terroristes semblent généralement très particuliers et inhérents à la nature du conflit dans lequel ils sont impliqués, lequel conflit est étroitement lié aux caractéristiques de l'incubateur social et politique qui le sous-tend. Aussi, les résultats de la recherche spécialisée dans la détermination des causes du terrorisme se caractérisent-ils souvent par l'incapacité à énoncer des généralisations sur le phénomène terroriste dans son ensemble. L'étude a évoqué également le manque d'un accord mondial sur la définition du terrorisme, dû en grande partie à la différence de perception de chaque société vis-à-vis du concept de terrorisme, en plus de l'impact varié des changements politiques et économiques internationaux sur le phénomène.

➤ Causes du terrorisme et catalyseurs

En référence aux cas d'Al-Qaïda, Daech et de Boko Haram, l'étude a examiné les causes psychologiques et les motivations personnelles qui poussent le terroriste à commettre son crime, pour conclure que la structure psychologique de l'individu est importante dans son interaction avec sa communauté et que les handicaps physique, mental et sentimental et l'environnement social inapproprié sont en étroite liaison avec l'acte terroriste. L'étude a examiné dans ce contexte les facteurs d'appel à l'aventure, à l'excitation, à une nouvelle expérience, aux sollicitations identitaires et criminelles, au désir de vengeance et aux fortes émotions, auxquels les organisations terroristes recourent dans leur propagande polarisante.

L'étude a également discuté les facteurs sociaux, l'importance de l'environnement et des incubateurs sociaux poussant les jeunes vers les mouvements terroristes, en plus des facteurs éducatifs tels que la faiblesse des pédagogies et des programmes scolaires responsables de l'émergence de déséquilibres personnels et psychologiques, ainsi que l'effet des facteurs économiques. Elle a conclu que le bien-être économique est l'un des principaux facteurs qui assure la stabilité psychologique de l'individu, car son absence génère la plupart du temps un sentiment négatif envers la société, encourage au rejet de la responsabilité nationale, et suscite un désir de vengeance dont profitent les organisations terroristes, assorti de promesses économiques en dehors de conséquences désastreuses

de tout cela.

En ce qui concerne les raisons politiques, l'étude a présenté l'opinion de certains chercheurs qui estiment que les facteurs ou les griefs politiques contribuent aux voies menant au terrorisme, mais il s'agit surtout d'un outil de mobilisation plutôt que de souffrances personnelles pouvant être la cause directe de l'adoption d'un comportement terroriste. Dans le même temps, le sentiment d'injustice incite fortement les individus à rejoindre les groupes armés. L'étude a focalisé également sur la question de l'exploitation du vide politique et sécuritaire dont profitent les organisations terroristes. La guerre multilatérale, le chaos militaire, l'insécurité et le manque de solutions politiques constituent un environnement fertile pour la prolifération des organisations terroristes.

L'étude a également abordé le côté médiatique, précisant que l'un des résultats les plus marquants de cette ère est que les organisations terroristes passent outre les frontières et les cultures et pénètrent les esprits, les idées et les croyances, grâce à leurs capacités à utiliser à bon escient les médias modernes connectés à internet pour atteindre pleinement leurs objectifs.

Enfin, l'étude examine les facteurs historiques, religieux et ethniques qui peuvent être des causes de l'acte terroriste. Dans ses efforts pour expliquer ces causes et facteurs, l'étude a cité nombre d'exemples tangibles tirés de l'examen des trois organisations: Al-Qaïda, Daech et Boko Haram. ■



LES FEMMES DANS LA RHÉTORIQUE DE DAECH

EXPRESSIONS ET LOCUTIONS CLINQUANTES ET RÉALITÉ MISÉRABLE

■ Dr. Khaled Mayar Al-Idrisi

L'émergence de Daech a confondu de nombreux politiciens, militaires et experts de sécurité, ainsi que des chercheurs dans le domaine de l'étude de l'extrémisme et du terrorisme, car l'organisation a réussi en peu de temps à attirer de nombreux partisans, sympathisants et combattants, hommes et femmes. L'adhésion des femmes aux organisations extrémistes et terroristes n'est pas chose nouvelle, ni une exclusivité de Daech. Historiquement parlant, les femmes ont adhéré à des organisations terroristes et contribué à des actes terroristes, et pas uniquement à la promotion d'idées extrémistes ou à faire office d'incubatrice sociale pour l'extrémisme.

La Chercheuse "Fanny Bugnon", a évoqué, dans son livre "Les Amazones de la terreur", les tâches assurées par les femmes dans les organisations terroristes, comme l'Armée Rouge en Allemagne; un groupe de gauche qui a adopté la violence armée lors de ses manifestations et a provoqué ce qu'on a appelé "l'automne allemande". En 2017, le Ministre allemand de l'Intérieur a considéré que ce groupe ressemble à Daech, qui cherchent, tous les deux, à saper les fondements de la société et à la terroriser.

■ Chercheur en relations internationales et président du Centre Marocain d'études internationales et prospectives.

► Modèles de femmes terroristes

Fanny a révélé les types des femmes terroristes affiliées à des organisations terroristes, indiquant qu'il existe des modèles de femmes qui rejoignent les terroristes en raison de leur attachement affectueux à un homme actif dans l'organisation. Un autre modèle rejoint les terroristes en raison d'une réelle tendance à la violence et à la vengeance, et une troisième catégorie se leurre de tromperie sur les mythes des femmes combattantes et belliqueuses, comme il en existe dans la mythologie grecque et les contes des femmes amazoniennes.

Ce qui distingue Daech, c'est l'adhésion en nombre des femmes à l'organisation, bien que le groupe adopte envers les femmes un discours agressif, truffé de signes d'insultes envers la gent féminine, outre les pratiques signalées par certaines femmes repenties de Daech, telles que le harcèlement sexuel, l'exploitation des femmes étrangères contraintes de se remarier, chaque fois que le mari est tué, sous prétexte d'interdire à la femme de rester à l'intérieur de l'organisation sans mariage, au point que des récits circulaient sur les maris emprisonnés, obligés d'aller loin ou envoyés se faire exploser pour se procurer leurs épouses.

Et comme le recours aux femmes de différents pays était une priorité de Daech pour en attirer le plus possible, le discours du mouvement réserve une variété de tâches aux femmes. Elle est partenaire du djihad, gestionnaire, missionnaire, prédicatrice, et se charge du "divertissement des héros". Mais elle est également une captive et une esclave à vendre. Il s'agit d'un discours qui conjugue les «honneurs

pragmatiques» à la «chosification mercantile»!

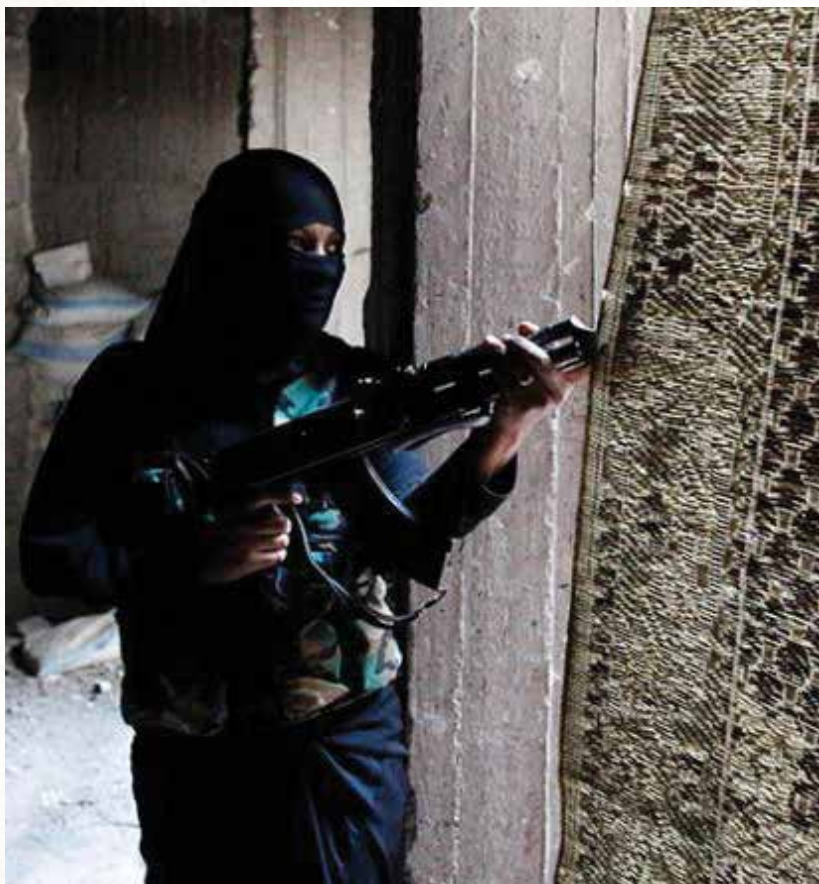
Les femmes sont également présentes dans le «discours doctrinal» de Daech, qui adopte nombre de croyances, dont l'obligation pour la femme de se couvrir le visage, bien que la question soit juridique et ne fasse pas partie des croyances. Le 19^e article de cette doctrine stipule: «La femme est tenue par obligation légale de se couvrir le visage, .. d'éviter la mixité et de s'astreindre à la chasteté et la pureté. Abou Omar al-Baghdadi al-Husseini al-Qurashi». Dans ce discours, le dogme de Daech appelle les femmes au voile et à la chasteté, mais en pratique, il viole ce principe selon le bon vouloir et le besoin. La publication (Sawlat Al-Mouwahidin) a montré des femmes participant au combat le visage découvert, afin d'obtenir du soutien et d'attiser les sentiments pour recruter de nouvelles sympathisantes. En plus de cela, l'apparition de femmes au combat a exprimé une véritable crise vécue par l'organisation lors de ses dernières étapes avec un manque flagrant de combattants, ce qui constitue une deuxième violation de ce que l'organisation avait annoncé dans l'une de ses publications à savoir que par principe la femme n'est pas vouée au Djihad et que la charia ne le lui imposait pas. Aussi, l'organisation avait-elle interdite d'emmener des femmes sur le champ de bataille par crainte de captivité, ce qui confirme que l'organisation ne voit pas d'inconvénient à déshonorer la femme pour servir ses objectifs!

Le discours de l'entité comprend une série de justifications sur la nécessité pour les femmes d'adhérer à Daech et de rejoindre "l'État du cal-

ifat". Le Magazine "Al-Shamikhah" est une plateforme dédiée à la diffusion de ce discours, et le terme Shamikhah littéralement "Majestueuse", suggère que la militante ou la guerrière de Daech, ou en d'autre terme l'esclave de Daech est le symbole de la gloire féminine.

► Modèles de Majestueuse!

Le magazine "Al-Shamikhah", raconte le djihad et la vie de famille de l'épouse d'un combattant tué dans l'une des batailles de Daech. Le récit vise à motiver les femmes de l'organisation à encourager leurs maris à se battre et à faire preuve de retenue et de patience, car la mission de la femme est, principalement, d'inciter les hommes à appeler de leurs vœux le martyr. On leur rappelle à ce propos les histoires des Mères des croyants et des femmes ayant accompagné le messager d'Allah (S) et leur effet pionnier sur le djihad avec le Messager de Dieu, Paix et Salut d'Allah sur Lui. Dans le reportage réel ou fictif, soit-il, rapporté par le magazine Al-Shamikhah, avec cette femme, il est question de la capacité de la femme à fournir aux combattants de Daech le soutien psychologique nécessaire, dissipant ses doutes, supprimant ses faiblesses et ses hésitations, et le chargeant émotionnellement et religieusement, à se lancer dans la bataille, derrière le Chef et le Calife présumé. C'est pourquoi l'éditorial du magazine Al-Shamkhah, (numéro 1, Rabi 'al-Awwal 1432H), indiquait ce qui suit: "La nation islamique a besoin de femmes conscientes de leur religion, et de la vérité et l'ampleur de la bataille, ainsi que du rôle qui leur incombe. Le temps de la négligence et de la naïveté est révolu et il est grand temps que les Majestueuses



de contribuer à bâtir la gloire de la nation. La femme musulmane est l'éducatrice de la prochaine génération, le soutien, l'aide et l'adjuvant des chevaliers d'aujourd'hui parmi les héros de l'islam".

La sémiologie du texte de Daech rehausse la valeur de la femme, si et seulement si, elle fait partie des "Majestueuses", c'est-à-dire si elle participe "activement", à la "sédition" de Daech. Ainsi, la mère de Muhannad, qui a perdu son mari dans l'une des batailles de Daech, rapporte: «Après le mariage, j'ai dit à mon mari: Toutes les qualités auxquelles j'aspirais, je les ai trouvées en vous: Bonne morale, engagement et savoir, à part une seule chose (je voulais dire le djihad jusqu'à la mort). Il dit alors - que Dieu l'agrée -: «Continue donc à pri-

er jusqu'à ce que toutes tes prières soient exaucées».

L'homme n'est parfait pour la femme chez Daech que s'il est impliqué dans le combat, et la femme affiliée au groupe, ne demande pas à son mari des bijoux et ses robes, mais l'appelle à distribuer son salaire pour soutenir le djihad en Afghanistan et en Tchétchénie.

Daech brosse une image spécifique de la femme Majestueuse. C'est une femme qui n'est pas intéressée à fonder une famille que dans les régions où l'on déclare le djihad; c'est une femme entièrement au service de la cause de l'organisation. Toujours, dans le même numéro du Magazine "Al-Shamikh", la mère de Walid conseille les femmes en disant: "La première étape sur le chemin du

djihad est de jeter le monde entier derrière votre dos". C'est un discours qui prépare psychologiquement les femmes à l'autre vie. Des femmes de nombreux pays ont rejoint l'EI, même d'Europe, et n'eut été les efforts considérables déployés pour empêcher cet afflux féministe chez Daech, la catastrophe aurait été pire.

➤ Captives ou prostituées?

L'afflux des femmes à rejoindre Daech a été possible grâce à la propagande intensive du groupe via Internet ainsi qu'au recrutement direct. Dans le même numéro du magazine, la Mère de Ghadir énumère les bienfaits d'épouser un moudjahid disant: «Ma sœur en Dieu, la vie avec un Moudjahid, c'est la félicité qui mène, si Dieu le veut, à la félicité de l'au-delà. Dans cette vie, vous ressentirez le plaisir de faire le bien et la douceur d'obéir, et vous connaîtrez le sens de sacrifier sa vie pour un principe, une cause et une lutte".

L'affiliation féministe à Daech ne s'explique pas uniquement par l'attractivité de son discours manipulant les concepts religieux et appelant à rejeter la vie contemporaine et son lot d'injustice, de décadence morale et d'absence de virilité, mais aussi pour des raisons personnelles qui transparaissent dans les discours des femmes de Daech. Certaines femmes affiliées à Daech rêvent d'acquérir «l'honneur de défendre la nation» et d'appartenir au «groupe méritant le salut». Il s'agit d'un discours visant à prouver le droit des femmes à l'égalité avec les hommes dans l'héroïsme et dans l'édification de l'État Islamique. Les femmes ne sont pas seulement subordonnées et soumises. Au contraire, elles sont audacieuses et capables de se distinguer



et d'exceller les hommes, notamment ceux qui «renoncent» au combat.

Plusieurs femmes du Maghreb arabe ou d'autres pays arabes et islamiques participent à la formulation de ce discours, dont Fatimah Al-Hassani, connus sous le nom d'Om Adam Al-Majati, et qui a été honorée par Daech en 2015. Dr. Iman Bint Mustafa Al-Bagha, Spécialiste de Jurisprudence Islamique et issue d'une famille d'érudits en Syrie, est un modèle déroutant, car elle n'a pas été seule à rejoindre Daech, mais aussi son fils y a adhéré et a été tué dans la bataille. Elle a donné ses deux filles en mariage à des combattants de Daech et encouragé les mères à en faire de même. Elle a défendu la légitimité de l'État Islamique et a déclaré sur son compte sur Facebook, avoir découvert qu'elle était adepte de Daech avant même sa fondation.

Parmi les exemples des femmes de Daech, citons Hayat Boumediene, dont les motivations à rejoindre l'EI, terre régie par la Charia, se confondaient avec son amour pour Amédy Coulibaly,

tué dans un magasin juif lors d'une prise d'otages, et son désir de le venger! Une autre catégorie des femmes de Daech se distingue par le désir d'effacer le passé profane, de purifier le présent immonde et libertin à travers la «repentance de l'EI», tout en s'offrant en offrande à l'organisation, pour se purifier des souillures! Il existe également une autre classe de femmes à la recherche de la virilité et du vrai musulman combattant et courageux.

Comble de l'ironie, on trouve aussi des discours féminins qui justifient le droit des hommes de Daech d'exploiter les femmes du groupe et d'en jouir en échange de leur liberté. Parmi eux, la mère de Somaya al-Muhajir, qui a publié un article intitulé "Esclaves ou prostituées?", dans le Magazine "Dabiq", (N°9 1436H), où elle dit: "Oui, Dieu a permis à ses fidèles de conquérir les villes, et d'investir les maisons, tuant les guerriers infidèles et prenant en esclaves leurs femmes et leurs enfants ...!" De la sorte Daech a trans-

formé son harem et les femmes ayant fui les «sociétés des tyrans», en adeptes de la brutalité, envers les femmes et de leur humiliation.

Daech a fait de ses femmes des bourreaux, des gardes-chiourmes, des espionnes et des tortionnaires dans les lupanars du déshonneur.

Le discours de Daech formulé par des hommes ou des femmes du groupe est sans aucun doute une déviation dangereuse des objectifs de la charia islamique basée sur la sauvegarde de l'honneur, tout autant que de la religion, la vie, la raison et les biens. A travers ses exactions, Daech, ne semble pas être conscient des conséquences de ses agissements, dont notamment de déformer l'image de l'Islam, permettre aux ennemis de la religion de ridiculiser les musulmans et de les accuser de brutalité et de barbarie. Aussi, les sociétés islamiques devraient-elles formuler des systèmes intégrés qui permettent de sensibiliser les femmes et les préparer à contribuer à la protection de la sécurité sociétale. ■

L'islamophobie en Europe

Exploiter les crises pour répandre la haine



■ Dr. Ignacio Gutierrez de Tiran Gomez-Benita

L'Europe, les États-Unis, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande connaissent une recrudescence régulière de l'hostilité envers les musulmans et leurs croyances, ce qui a attiré l'attention des analystes et des responsables politiques. Les agressions contre les citoyens musulmans pratiquants dans ces pays se sont intensifiées, notamment les tirs aux armes à feu contre les fidèles dans les mosquées ou les agressions corporelles contre des personnes soupçonnées d'appartenir à la communauté musulmane. Ce harcèlement se produit souvent dans les rues, les transports, les lieux publics et les médias sociaux à travers les insultes et la violence verbale.

■ Professeur de littérature arabe et d'histoire contemporaine du Monde Arabe.



► Indicateurs de recrudescence

Les indicateurs officiels confirment l'intensification des attaques verbales et des menaces sur les réseaux depuis 2017 à ce jour. Des statistiques sont publiées par des associations concernées par le suivi du phénomène d'islamophobie, notamment: «L'Observatoire de la Citoyenneté Contre l'Islamophobie», qui publie des rapports annuels pour mesurer la gravité de ce phénomène en Espagne. Des organisations similaires se basent

dans d'autres pays européens. La plupart des incidents qualifiés d'antimusulmans en Espagne se produisent dans le monde virtuel, de l'ordre de 70% des cas. Une organisation britannique a enregistré une croissance similaire ces dernières années, avec une augmentation régulière de 26% par an, entre 2016 et 2017.

Ces chiffres ne diffèrent pas de manière significative des chiffres enregistrés en France, l'Association

nationale contre l'islamophobie enregistrant une croissance régulière du phénomène. Cette escalade est due à l'enracinement de l'islamophobie dans des cercles sociaux spécifiques, suite aux attentats terroristes très médiatisés adoptés par des organisations djihadistes dans certaines grandes villes européennes, à Paris, Londres et Manchester en particulier. En Grande-Bretagne, le Conseil Islamique a averti que des représentants de partis politiques non attribués à l'extrême droite contribuaient à attiser la haine contre les musulmans. Le Conseil a enregistré 300 cas de provocations contre l'Islam et les musulmans, commis par les dirigeants du parti conservateur au pouvoir, ce qui montre l'ampleur de l'islamophobie parmi l'élite politique britannique. Il est à noter que ce phénomène affecte aussi des dirigeants européens qui se distancient de l'extrême droite.

Il s'agit en fait d'une stratégie dans laquelle excellent toutes les forces d'extrême droite européennes en vogue dans les urnes. Les déclarations offensantes envers les musulmans ont apporté aussi de l'eau au moulin des partis de droite modérée.

► Invasion dangereuse

La campagne contre l'Islam et les musulmans ne se limite plus à certains politiciens ou citoyens ordinaires, mais s'étend aux écoles et aux universités. Des commentaires et des expressions islamophobes de professeurs dans les centres éducatifs ont été détectés, ainsi que des comportements violents envers les étudiants musulmans. Au Royaume-Uni, un enseignant dans une école élémentaire a été licencié pour avoir qualifié l'Islam de "cancer du monde" et de "religion maligne" sur les ré-

seaux sociaux, et pour avoir encouragé ses élèves à partager ses vues radicales! Ces exemples constituent la partie visible de l'iceberg tellement la scène européenne témoigne d'une hostilité permanente envers les communautés musulmanes.

Il ne fait aucun doute que les attentats terroristes en série perpétrés dans nombre de capitales occidentales au cours des cinq dernières années ont contribué à répandre les germes de la haine parmi des groupes spécifiques d'Européens, mais cela est dû également à l'incapacité des autorités européennes à adopter un discours logique pour restaurer la crédibilité des communautés islamiques et les différencier des djihadistes obstinés. Les politiques publiques ont souvent conduit par inadvertance à la diffusion des concepts «islamophobes», à travers l'utilisation de termes comme «islamique», «musulman extrémiste» et «militantisme islamique», dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

Ces expressions et ces slogans initialement émis par des partis proches de l'extrême droite, tels que "Islamofasciste", désignent des groupes djihadistes dictatoriaux, or ces termes occidentaux donnent un aspect négatif à tout ce qui est oriental, tel le terme «fasciste» dénotant des connotations les plus diverses.

Ces mouvements se nourrissent des actes odieux de groupes extrémistes prétendant être «islamiques», en particulier les attentats à la bombe dans les villes occidentales, et l'assassinat d'otages occidentaux en Syrie, en Irak et en Afghanistan, instituant une relation dialectique entre l'islamophobie et l'extrémisme djihadiste, à travers laquelle chacun ravive l'autre. Les partis anti-islam masquent leur outrance derrière les slogans de droit et de défense des



libertés publiques et individuelles. Des études, sur le terrain, menées en Allemagne, France et Grande-Bretagne montrent que l'aura démocratique que s'attribuent ces courants revendiquant leur droit de qualifier l'Islam de "système dogmatique qui ne respecte pas le pluralisme et les valeurs de la civilisation" est un subterfuge pour soutenir et financer leurs activités. Or, c'est là qu'échouent les gouvernements, institutions officielles et société civile, incapables de mettre fin à la rhétorique d'incrimination de l'Islam, et de formuler un discours qui distingue entre l'Islam et les musulmans d'une part, et l'extrémisme religieux et les djihadistes de l'autre.

➤ L'image de la femme musulmane

Le discours anti-islam accorde un intérêt explicite à l'image de la femme musulmane, de sorte que les autorités chargées de surveiller les manifestations de haine envers les musulmans focalisent sur la vision hostile à la femme musulmane, et en particulier à la femme voilée qui se

distingue facilement des autres. Les associations anti-islamophobes affirment que trois attaques physiques ou verbales sur quatre enregistrées dans de nombreux pays occidentaux et en Australie contre les communautés musulmanes ciblent les femmes.

Les organisations extrémistes de droite s'efforcent de déformer l'image de la femme voilée, en tant que femme qui nie sa féminité et se plie au diktat phallocrate. En Espagne et ailleurs en Europe, des cas de jeunes s'attaquant à des filles musulmanes dans les transports publics et publiant leurs actes sur Internet ont été enregistrés. Les organisations de droite instrumentalisent le traitement brutal infligées aux femmes voilées par les services de sécurité dans des lieux publics. En France, par exemple, la police force des femmes musulmanes à enlever leur foulard dans les aéroports pour des raisons de sécurité. Ces incidents sont très médiatisés sur les réseaux sociaux, par les partisans

des mouvements racistes pour semer la panique. Ce qui est étrange, c'est que la tendance à accepter ces harcèlements contre les femmes voilées est évidente auprès des organisations de droite qui les justifient sous prétexte de lutter contre l'«islamisation» de l'Europe.

A ce niveau, il est intéressant d'examiner le concept de droits démocratiques et de liberté d'expression dans le discours d'extrême droite, qui interdit toute déclaration qui offense les valeurs supérieures, telles que l'unité du pays, le respect des rituels nationaux et les valeurs chrétiennes, mais il se montre indifférent si l'objet d'agression est un rituel ou une personnalité islamique. Ainsi, le Front National a organisé une campagne pour la défense d'une jeune fille française qui a filmé un clip vidéo sur l'Islam, et soutenu son droit à insulter la religion islamique, mais il ne fait pas preuve de la même souplesse si l'insulte vise la religion chrétienne!

► Expansion de l'extrême droite

Les partis extrémistes de droite adoptent une idéologie raciste par excellence, et usent de belles paroles pour redorer le blason de leur idéologie fondée sur un faux concept de la citoyenneté. Ils évoquent l'«ennemi musulman», en tant que point de convergence de tous les maux des sociétés non occidentales. Ces partis instaurent un climat politique et social sulfureux, au point que le Conseil Européen contre la Discrimination et l'Intolérance, a affirmé dans son rapport annuel en 2019, que le continent européen est confronté à une réalité choquante, à savoir la recrudescence des agressions contre les musulmans en termes de quantité

et de qualité, et que cette campagne d'insultes et d'offenses est très visible sur les médias sociaux. Le Rapport appelle à des efforts concertés de tous les pays européens pour contrer l'extrême droite, faire justice à la religion islamique et la distinguer de l'extrémisme que prônent les groupes terroristes. Cependant, le chaînon manquant dans ces appels est que l'extrême droite assume désormais des pouvoirs exécutif et législatif dans de nombreux pays occidentaux. L'islamophobie a conduit à classer les agressions contre les musulmans dans la case des incidents individuels qui n'expriment pas un courant idéologique présent dans la société. Les groupes extrémistes de droite qui ont fait des progrès significatifs dans les élections prétendent ne pas enfreindre la loi, pourtant leur politique envers les immigrés et les musulmans et le lien qu'ils établissent entre la criminalité et l'immigration clandestine sont très préjudiciables à la cohésion sociale.

► Manipulation de la pandémie du Coronavirus

Il est évident que la droite extrémiste européenne et américaine chasse dans les eaux troubles de l'épidémie de "Coronavirus", dans un contexte où l'on a beaucoup évoqué le terrorisme biologique. Une fois de plus, la pandémie mondiale actuelle a mis en évidence la convergence du terrorisme djihadiste et de l'extrême droite raciste dans une entreprise opportuniste, visant à bénéficier d'une crise mondiale qui a touché des centaines de milliers de personnes et causé l'effondrement du système économique mondial. Alors que nombre d'organes

djihadistes et de droite ont expressément déclaré leur espoir que la maladie se propage dans les maisons de l'ennemi, il existe une crainte palpable que les associations les plus criminelles des deux camps ne cherchent à développer des armes virales. Les partis d'extrême droite en Europe ont profité de la situation pour blâmer les immigrés.

Au début de la crise, l'ancien Premier Ministre Italien et Chef de l'élite nationale Matteo Salvini, célèbre pour ses critiques sévères de l'Islam, a appelé à fermer les frontières et durcir les politiques d'immigration, en particulier face aux Africains, malgré le faible taux de victimes en Afrique. Des organisations en Autriche et en Suisse ont appelé à imposer le couvre-feu aux étrangers comme meilleur moyen de contenir l'épidémie. Pendant ce temps, la dirigeante du Front National, Marie Le Pen, n'a pas tardé à lancer une campagne acharnée contre l'Union Européenne, pour ne pas avoir maîtrisé l'épidémie et adopté une politique réaliste de contrôle de l'immigration. Pire, le Président hongrois Viktor Orban, qui se dit à l'écart de l'extrême droite, a affirmé que l'immigration, et non l'épidémie, est le principal dilemme en Europe! Le chef du parti espagnol "Fox", Santiago Abascal, a appelé à l'imposition de frais spéciaux aux immigrés qui souhaitent bénéficier de l'assurance étrangère, même s'ils sont infectés par le virus.

L'extrême droite profite de toute occasion pour renforcer sa rhétorique antimusulmane et créer un environnement propice à des mesures plus sévères à l'égard des étrangers en Europe, alors que les groupes racistes sont fin prêts à traduire les sentiments de haine en actes terroristes. ■

KU KLUX KLAN

Cent cinquante ans de terrorisme

■ Équipe éditoriale

Les films américains, dramatiques ou documentaires, regorgent de scènes de groupes d'hommes portant des robes et des masques blancs, avec des chapeaux hauts et pointus qui leur couvrent la tête et le visage à part les yeux, des croix enflammées à la main et qui sont en train de sévir dans un quartier, où résident souvent des Noirs, brûlant des maisons et tuant hommes, femmes et enfants. Puis ils quittent le lieu complètement dévasté. Il ne s'agit pas de scènes filmées ou de documentaires, mais de pratiques réelles du plus ancien groupe terroriste de notre monde contemporain: Le Ku Klux Klan (kkk).



► Historique du groupe

Le groupe KKK tire son nom du mot grec (kuklos) qui signifie le cercle et du mot anglais (Klan), qui signifie le clan. Il a été fondé par six anciens officiers de l'armée confédérée des États-Unis entre décembre 1865 et août 1866 pour s'opposer à la libération des Noirs après la guerre de Sécession. Le groupe a commis de nombreux actes de violence et de terrorisme, tels les incendies criminels, les agressions corporelles, la destruction de biens, le meurtre, le viol, la flagellation des noirs et des membres de l'armée fédérale considérée comme une armée d'occupation après sa victoire dans la guerre civile, ce qui a incité le Président américain Ulysses Grant à démanteler complètement le groupe dans le cadre du processus des droits civiques en 1871.



Le KKK a usurpé la fonction de police dans diverses régions des États-Unis d'Amérique, appliquant une éthique morale aux membres de la société, flagellant les coupables, traquant les criminels et recouvrant les dettes!

Sa désintégration étant de nature sécuritaire et non idéologique, le groupe est devenu très vite plus puissant. En 1915, le Colonel William Joseph Simon a refondé la congrégation dans la montagne de Stone, en Géorgie. La deuxième fondation du groupe a permis d'en faire une organisation formelle, avec une structure nationale et des filiales locales à travers les États-Unis. Simon a envoyé plus d'un millier d'avocats pour recruter des membres du groupe. Dix ans après, l'organisation terror-

iste atteignait son apogée, avec l'adhésion à ses rangs de près de 15% de la population totale officielle des États-Unis, soit plus de quatre millions de membres.

Au début des années vingt, les conditions sociales étaient appropriées pour l'adhésion au KKK, en particulier dans les États du sud, où un tiers de la population s'est déplacé vers les zones urbaines après avoir été à la campagne. L'urbanisation galopante a aidé à la propagation de la criminalité, qui a déstabilisé les ruraux conservateurs. Les cités pétrolières en plein essor ont fait prospérer des vices tels que la prostitution et les jeux de hasard, dénoncés par les religieux.

Le KKK a agi en tant que garde communautaire et usurpé la fonction de la police dans diverses régions des États-Unis d'Amérique. Ses membres ont appliqué des normes éthiques aux citoyens, fouettant les délinquants, traquant les criminels, recouvrant les dettes et appliquant les peines avec la bénédiction de la police. L'organisation a ciblé les juifs, les catholiques, les minorités sociales et raciales, et les personnes accusées de pratiques immorales telles que l'adultère, l'usure, les jeux de hasard et l'alcoolisme. Le KKK prétendait défendre «les valeurs chrétiennes protestantes en Amérique par tous les moyens possibles», et soutenait que le Christ-Jésus était le premier membre fondateur du groupe.

Le sud était le berceau du groupe, mais son influence était plus importante en Californie, en Oklahoma, en Oregon et en Louisiane, et il a réussi à faire triompher des gouverneurs et des législateurs aux élections de ces États. Les documents du FBI indiquent que «Louis M. Parker», le gouverneur de la Louisiane, a demandé l'aide

du gouvernement fédéral pour contrer les activités du groupe terroriste dans une note datée du 25 Septembre 1922, qu'il a envoyée au procureur de la République et qu'il n'a pas pu utiliser le courrier, le télégraphe ou le téléphone pour envoyer le message à cause du contrôle imposé par le KKK, ne trouvant que le journaliste Paul Wootton pour transmettre la dépêche.

► Faible mais toujours en vie

Au fil des années, l'organisation du KKK s'est affaiblie, et ses dernières branches se sont dissoutes en 1944, mais elle a survécu bien que ses objectifs soient opposés à la marche de l'histoire vers la tolérance, le pluralisme et l'acceptation de l'autre et elle est réapparue dans certains États du Sud dans les années soixante. Elle a commis des actes terroristes en secret, tels que des attentats à la bombe, des tirs et des flagellations.

Le KKK n'est plus une entité unique dirigée par un seul chef depuis un siège central. Il existe au moins quatre groupes principaux opérant aujourd'hui sous le nom (Klan):

- L'Église Ku Klux Klan (National Knights): Fondée en 1960. Elle opère maintenant depuis l'Indiana et constitue l'un des groupes KKK les plus actifs.
- Les chevaliers (KKK), fondés par David Duke en 1975. Leur siège social est situé à Harrison, Arkansas.
- La Confrérie (BOK), fondée en 1996 par Dale Fox, est une société secrète qui se considère l'unique héritière du KKK. Elle est présente au Canada, et son siège social serait à Henderson, au Tennessee.
- Les Klan's impériaux d'Amérique (IKA), fondés par Ron Edwards



à Dawson Springs, Kentucky en 1996. On pense qu'il s'agit du deuxième plus grand groupe du KKK. Les groupes KKK sont revenus sous les projecteurs ces dernières années. En 2014, Fraser Glen Cross Jr. (connu sous le nom de Miller), fondateur de la faction des Chevaliers (KKK) de la Caroline, a été arrêté pour avoir tué trois juifs du Kansas.

Le fondateur du parti des Chevaliers, David Duke, a été élu député à la Chambre des représentants de l'État de Louisiane, et a soutenu le Président Trump, lors des dernières élections. Duke a essayé de présenter le groupe comme une

“ Le KKK donne à ses membres le sentiment d'appartenir à quelque chose de spécial, qui a ses propres rites de salutations, surnoms, mots cryptés, uniformes, défilés, pique-niques, équipes sportives, compétitions récréatives, fêtes et cérémonies de mariage, funérailles, baptême, ...etc. ”

organisation blanche moderne de défense des droits civiques, mais ne pouvant cacher ses objectifs, alors il a déclaré sans équivoque: “Nous nous attendons à ce que les non-blancs résidant en Amérique agissent selon les principes chré-

tiens, et ils doivent réaliser que le brassage racial est une erreur impensable. Vivre sous l'autorité d'un gouvernement chrétien blanc est un privilège de compassion”.

Ces quatre groupes comprennent un grand nombre de petites factions, dont le nombre a atteint 160 factions, réparties dans 41 États, les deux tiers dans les États du Sud, mais en 2016, elles ont régressé à 130 factions, puis à 51 factions en 2018.

► Financement et recrutement

Le KKK a réussi à collecter des millions de dollars pour financer ses activités sociales, médiatiques et terroristes auprès de ses mem-



bres, grâce aux cotisations des membres, aux taxes et à la vente de ses produits. Quant aux supporters qui ne veulent pas devenir membres à part entière du groupe, ils constituent une source importante de financement, qui a contribué au financement du groupe en millions de dollars, et chacun d'entre eux a contribué d'environ 25 à 100 dollars. En Septembre 2019, PayPal a gelé un compte utilisé pour collecter des fonds pour le KKK après avoir reçu des plaintes à ce sujet.

“

David Duke, législateur américain, politique et ancien chef des Chevaliers Ku Klux Klan: “Nous nous attendons à ce que les non-blancs résidant en Amérique agissent selon les principes chrétiens, vivre sous l'autorité d'un gouvernement chrétien blanc est un privilège de compassion”.

L'organisation utilise la technologie moderne, notamment Internet et les médias sociaux, pour recruter de nouveaux membres. Elle exploite les événements politiques et les attaques majeures dans sa propagande médiatique. En 2015, après que Dylan Rove a tiré et tué neuf Afro-Américains dans une église fréquentée par des Noirs à Charleston, en Caroline du Sud, la faction des Chevaliers Blancs du KKK a distribué des dépliants qui mentionnaient son site Web et le

numéro de téléphone du groupe, accompagnés de sacs de bonbons dans les États de l'Alabama, Californie, Géorgie, Kansas et Mississippi. Les dépliants suggéraient que Dylan a fait ce que la Bible lui avait ordonné de faire!

➤ Idées et identité

À l'instar de nombreuses organisations qui se présentaient en tant que confréries, le KKK a donné à ses membres le sentiment d'appartenir à quelque chose de spécial, avec ses propres rituels et son côté ésotérique, dans les salutations, surnoms, mots cryptés, uniformes, défilés, pique-niques, équipes sportives, concours de divertissement, orchestres et festivités, cérémonies de mariage, funérailles, baptême, ...etc. L'organisation a mené des campagnes pour des centaines de candidats à des postes au niveau de l'État ou au niveau local, et les Américains ont élu d'innombrables membres du groupe maires, membres des conseils municipaux et législateurs des États et du gouvernement fédéral.

Sur le plan intellectuel, le KKK a combiné la xénophobie, l'extrémisme religieux et le racisme dans le cadre d'une éthique conservatrice! Au milieu de la récession mondiale qui a suivi la Première Guerre Mondiale, la peur et l'anxiété se sont largement répandues parmi les protestants blancs quant à l'avenir du pays qu'ils connaissaient et contrôlaient. Ils étaient très préoc-

cupés par l'afflux d'immigrants d'Europe de l'Est, l'influence accrue des catholiques et des juifs dans la vie américaine, la migration des Afro-Américains venant du sud, l'élargissement du cercle des libertés politiques et sexuelles pour les femmes, bref, ils constataient l'escalade de la criminalité et du vice, et comment le monde évoluait en dehors de leur contrôle.

Les adeptes du KKK croient que le christianisme constitue leur identité et la raison de leur existence, et l'estiment en contraste avec les identités d'autres groupes considérés comme non-chrétiens ou une menace pour le christianisme. Bien que de nombreux membres et groupes du KKK aient déclaré que leurs croyances chrétiennes sont la motivation de leurs actions terroristes, il apparaît que le christianisme n'était qu'une couverture pour légitimer leur violence et un prétexte sans aucun lien avec leurs croyances, les textes ou les pratiques chrétiennes valides, à l'instar des groupes extrémistes qui pratiquent la violence dans toutes les religions.

Lorsque les groupes ciblés par le KKK appartiennent à d'autres confessions chrétiennes, ils sont souvent considérés comme non chrétiens ou antichrétiens, ce qui signifie que le PKK exerce la logique d'excommunication qui prévaut dans tous les groupes extrémistes violents de toutes les religions. ■

LE TERRORISME: FACETTES MULTIPLES

Colonel Hassan bin Suleiman Al-Amri

Il ne fait aucun doute que Coalition Militaire Islamique pour combattre le terrorisme (CIMCT) en tant que nouveau ralliement international basé sur la coordination des efforts de ses 41 États membres islamiques, a œuvré notamment au cours de la dernière période à établir son action institutionnelle basée sur la gouvernance efficace et à préparer les arrangements nécessaires pour lancer ses initiatives et activer ses domaines spécialisés après avoir satisfait aux critères établis et parachevé ses dispositifs, le lancement de son action cible désormais les solutions durables en s'attelant à éradiquer le terrorisme en tant que phénomène odieux et en combattant l'extrémisme dans l'espace idéologique, et à travers un discours médiatique judicieux et des discussions culturelles ciblées.

Ce troisième numéro comprend nombre de sujets pertinents qui traitent du terrorisme sous tous ses aspects et dans tous les continents, par la plume d'écrivains neutres dans leurs thèses et réalistes dans leurs opinions et leurs conclusions.

Le terrorisme est certes un phénomène aussi ancien que l'histoire, mais il a affiné ses méthodes et ses tactiques, au point que le monde s'est rendu compte, en dépit des efforts grandioses et variés déployés pour le combattre, qu'il n'y a pas une seule force ou un pays spécifique qui puisse l'éradiquer tout seul.

C'est ce qui a été traité dans ce numéro à travers des approches diverses aux perspectives multiples. Le dossier de ce numéro a été consacré au terrorisme dans le droit international, aux incitations à la coopération internationale et aux recours juridiques contre ce fléau, dans la perspective de mettre en œuvre la convention sur la cybercriminalité. Les pays du Sahel qui souffrent de ce fléau sont mis en évidence dans plusieurs articles et nouvelles, et s'il y a des tentatives inappropriées pour exploiter les crises afin de propager la haine par l'islamophobie en Europe, que dire alors de l'organisation Ku Klux Klan qui s'est livrée, depuis 150 ans, au terrorisme, brûlant les maisons, massacrant hommes, femmes et les enfants et détruisant les biens dans des scènes réelles qui font partie intégrante des pratiques du plus ancien groupe terroriste de notre monde contemporain.

Cher lecteur,

Le 3e numéro est entre vos mains, et comme nous faisons encore nos premiers pas, nous aurons grand besoin de vos remarques judicieuses et de vos généreux conseils. ■

Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le
Centre de la CIMCT



Département Général de la
Planification et de la Coordination
